



Commission
européenne

[PRINTEMPS 2016 ▶ N° 56]

panorama

inforegio

▶ Des efforts coordonnés pour préserver le financement

Stimulation des investissements européens

- ▶ La qualité de vie dans les villes européennes
- ▶ L'outil de gestion pour l'échange de connaissances
- ▶ Surmonter les obstacles transfrontaliers

Politique
régionale
et urbaine

- ▶ **ÉDITORIAL** 3
- Corina Crețu, Commissaire européenne à la politique régionale
- ▶ **SURMONTER LES OBSTACLES DANS LES RÉGIONS FRONTALIÈRES** 4
- ▶ **UN RENOUVEAU POUR LES ESPACES URBAINS DE TURIN** 6
- ▶ **LES FONDS STRUCTURELS ET D'INVESTISSEMENT EUROPÉENS ET LE FONDS EUROPÉEN POUR LES INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES** 8
- ▶ **L'AMBITION DE LA STRATÉGIE EUROPÉENNE POUR LA RÉGION ALPINE (EUSALP)** 11
- ▶ **LE GROUPE DE TRAVAIL PLAIDE EN FAVEUR D'UNE MEILLEURE UTILISATION DU FINANCEMENT DE L'UE** 14
- ▶ **AVEZ-VOUS TROUVÉ L'EXPERTISE QUE VOUS RECHERCHÉZ?** 16
- ▶ **LES PACTES D'INTÉGRITÉ RENFORCENT LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION** 18
- ▶ **LA PAROLE EST À VOUS** 20
- ▶ **L'ENQUÊTE DRESSE UNE IMAGE POSITIVE DE LA VIE URBAINE EUROPÉENNE** 24
- ▶ **LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE COHÉSION, ÉLÉMENT CLÉ DU DÉVELOPPEMENT DE L'ESPAGNE** 32
- ▶ **COMPRENDRE LE PROGRÈS SOCIAL** 34
- ▶ **PROJET «VILLES DU MONDE»** 36
- ▶ **CONTRÔLER LES SERVICES DE TRANSPORT FERROVIAIRE DE PASSAGERS** 38
- ▶ **UNE PROMENADE DANS LE PARC** 40
- ▶ **NOUVELLES [EN BREF]** 42
- ▶ **JOYEUX ANNIVERSAIRE IQ-NET!** 44
- ▶ **EXEMPLES DE PROJETS D'ESPAGNE, DU ROYAUME-UNI, DE GRECE, DE LETTONIE/ LITUANIE ET DE SLOVÉNIE/CROATIE** 47
- ▶ **AGENDA** 52



Photographies (pages):
 Couverture: Urban Barriera
 Pages 2, 6, 7: © Urban Barriera
 Pages 2, 22: © SEUPB
 Pages 2, 48: © SSC
 Pages 2, 51: © MatrixPack
 Pages 3, 4, 15, 17, 18, 36, 42: © Commission européenne
 Pages 13, 35, 39, 41: © EuroGraphics Association for the administrative boundaries
 Page 21: HyWay project/© Pierre Jayet
 Page 23: iStock © Kerstin Waurick
 Pages 44, 45: © IQ-Net
 Page 47: © M. Sanchez
 Page 49: © Jelgava City Council
 Page 50: iStock © Steve Debenport

Ce magazine est imprimé en anglais, français, allemand, bulgare, grec, espagnol, italien, polonais et roumain sur du papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 22 langues à l'adresse http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/

Le contenu de ce numéro a été finalisé en mars 2016.

NOTE
 Ni la Commission européenne, ni aucune personne agissant en son nom, ne pourra être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans la présente publication, ni des erreurs éventuelles qui, malgré le soin apporté à la préparation et au contrôle de cette publication, pourraient s'y glisser. Cette publication ne reflète pas nécessairement l'avis ou la position de la Commission européenne.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2016

ISSN 1725-8316

© Union européenne, 2016

La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source.

(*) Les droits d'utilisation de ces images sont accordés exclusivement pour le magazine Panorama (numéro 55); les images peuvent être reproduites uniquement dans le cadre du numéro 55 du magazine Panorama et dans ses différentes versions linguistiques – les images ne peuvent être utilisées à aucune autre fin.

L'utilisation et la reproduction de tout matériel émanant d'une tierce partie, protégé par le droit d'auteur et identifié comme tel requièrent la permission du (des) détenteur(s) des droits d'auteur.

Printed in Belgium



▶ ÉDITORIAL

Corina Crețu

Commissaire européenne à la politique régionale

Alors que les migrations continuent de faire la une des journaux en Europe et ailleurs et que les dirigeants européens cherchent une solution urgente à la crise des réfugiés, la Commission européenne octroie davantage de fonds d'urgence. Les États membres ont salué la mise en place de l'instrument d'aide d'urgence proposé, qui permet d'aider plus rapidement les pays confrontés à ce dilemme.

La politique de cohésion joue également un rôle de premier plan en matière de migration, puisqu'elle fournit un financement essentiel pour mettre en place des politiques d'intégration efficaces dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, du logement et de la non-discrimination. En septembre dernier, les États membres ont été invités à revoir leurs programmes relevant des Fonds structurels et de les modifier dans la mesure du possible pour soutenir les mesures liées à la migration. L'Italie, par exemple, a reprogrammé 220 millions d'EUR dans le cadre des programmes de la période 2007-2013 pour répondre à certains défis posés par cette situation d'urgence (premier hébergement, secours, navires de patrouille).

Dépenser intelligemment

Afin d'aider les États membres à utiliser au mieux le financement de la politique de cohésion et de résoudre les problèmes liés à la mise en œuvre, la Commission européenne offre plusieurs types de soutien.

Vous trouverez dans ce numéro davantage d'informations sur le système d'échanges d'experts «TAIEX-REGIO-PEER-2-PEER» (qui permet aux administrations de partager leur expertise et leurs bonnes pratiques dans les régions de l'UE), l'initiative des «pactes d'intégrité» (qui vise à renforcer la transparence, la responsabilisation et la bonne gouvernance dans la passation des marchés publics), ainsi que le groupe de travail pour une meilleure mise en œuvre (qui apporte une aide personnalisée à huit États membres confrontés à des défis particuliers liés à l'exécution des fonds de la politique de cohésion).

Une initiative spéciale visant les régions connaissant une croissance très faible a également été lancée récemment. La Commission travaille avec les autorités nationales et régionales, en leur procurant des analyses, de l'expertise et des conseils afin de recenser les goulets d'étranglement dans ces régions. La Roumanie et la Pologne sont les premiers pays où cette initiative sera déployée.

La première série de conclusions et de recommandations du groupe de haut niveau chargé du suivi de la simplification pour les bénéficiaires des Fonds ESI a également été publiée sur la plateforme en ligne (<https://ec.europa.eu/futurium/en/simplify-esif>).

Libérer le potentiel

Au sein de l'UE, la crise économique a mené à la réduction des investissements en matière d'infrastructure, d'innovation et de PME. Les Fonds structurels et d'investissement européens et le Fonds européen pour les investissements stratégiques font partie des efforts coordonnés visant à pallier le déficit d'investissement et renforcer la compétitivité. Les Fonds ESI financent des projets au moyen de subventions et d'instruments financiers, tandis que l'EFSI fournit des instruments de financement du risque via la Banque européenne d'investissement. Je vous invite à consulter l'article qui offre une vue d'ensemble des combinaisons possibles entre l'EFSI et les Fonds ESI.

► SURMONTER LES OBSTACLES DANS LES RÉGIONS FRONTALIÈRES

LA CONSULTATION PUBLIQUE EN LIGNE DE LA DG POLITIQUE RÉGIONALE ET URBAINE RECUEILLE 623 CONTRIBUTIONS

Les citoyens, les entreprises et les pouvoirs publics figuraient parmi les participants à un processus de consultation organisé par la Commission européenne afin d'évaluer les obstacles à la coopération qui subsistent dans les régions frontalières de l'UE. Le processus en ligne a permis aux répondants de signaler les obstacles auxquels ils ont été confrontés – et de proposer leurs propres solutions.

L'enquête «Surmonter les obstacles dans les régions frontalières» a été réalisée entre septembre et décembre 2015. Elle était ouverte à toutes les régions frontalières internes à l'UE, ainsi qu'aux zones frontalières entre les pays de l'UE et les pays de l'AELE/EEE. Au total, 623 réponses ont été reçues.

Les participants ont été invités, entre autres, à signaler les obstacles les plus pertinents dans leur région – et à suggérer des solutions pour les surmonter au mieux. Afin d'obtenir une vue d'ensemble, le questionnaire proposait d'abord un certain nombre de catégories sur lesquelles les personnes interrogées étaient invitées à réfléchir: difficultés d'accès; obstacles linguistiques; manque de confiance; obstacles juridiques et administratifs; disparités économiques; différences socioculturelles et volonté de collaboration des pouvoirs publics. Les répondants pouvaient ensuite sélectionner au maximum trois obstacles et expliquer plus en détail leurs conséquences sur leur vie quotidienne et ce qu'il faudrait faire pour les résoudre.

Citoyens frontaliers: gérer la complexité

Les résultats montrent qu'un répondant sur deux estime que sa région est concernée par les obstacles juridiques et administratifs. La législation du travail, la fiscalité, la reconnaissance des qualifications, la sécurité sociale et l'accès aux soins de santé figurent parmi les principales questions soulevées à cet égard.

Les obstacles linguistiques et les difficultés d'accès arrivent en deuxième et troisième positions des types d'obstacles les plus fréquemment mentionnés. La résolution de ces problèmes semble être une condition préalable à une collaboration plus étroite entre voisins transfrontaliers – ainsi, les résultats montrent la nécessité de continuer à améliorer les initiatives transfrontalières en matière de mobilité et à encourager l'apprentissage des langues.



Toutefois, les obstacles linguistiques n'apparaissent pas uniquement dans leur propre catégorie; ils sont également considérés comme un thème transversal dans l'enquête. Plusieurs participants pensent qu'un grand nombre d'obstacles auxquels sont confrontés les citoyens et les organisations proviennent simplement d'un manque de compréhension des langues des pays voisins, ce qui complique l'accès à des informations importantes lors de déplacements transfrontaliers. La langue constitue également un obstacle de taille en ce qui concerne le développement de liens sociaux et culturels entre les pays. La promotion continue d'initiatives telles que les échanges d'étudiants pourrait contribuer à y remédier.

Les résultats révèlent par ailleurs que certains obstacles revêtent un caractère complexe et multidimensionnel associant plusieurs facteurs. Par exemple, l'absence d'un système de transport transfrontalier ne provient pas nécessairement d'un manque d'accès physique – il peut également s'agir d'une harmonisation inadéquate des normes techniques. Cela peut entraîner des problèmes pratiques, tels que la nécessité de changer de train aux frontières en raison de différences d'écartement des rails d'un pays à l'autre.

Collaborer pour déployer pleinement le potentiel des régions frontalières

Il est encourageant et réjouissant de constater que le manque de confiance n'est pas souvent cité comme un obstacle, ce qui révèle un potentiel pour développer davantage les liens sociaux, économiques et culturels entre les communautés voisines. Cependant, de nombreux répondants pensent également que les pouvoirs publics des régions frontalières pourraient déployer davantage d'efforts pour collaborer – le fait qu'ils ne collaborent pas plus souvent est

considéré comme un obstacle en soi. Même si ces avis ne sont peut-être que de simples impressions, il est évident que les municipalités et les régions, notamment, doivent intensifier leur travail pour mettre en évidence les efforts qu'elles fournissent pour développer les liens transfrontaliers.

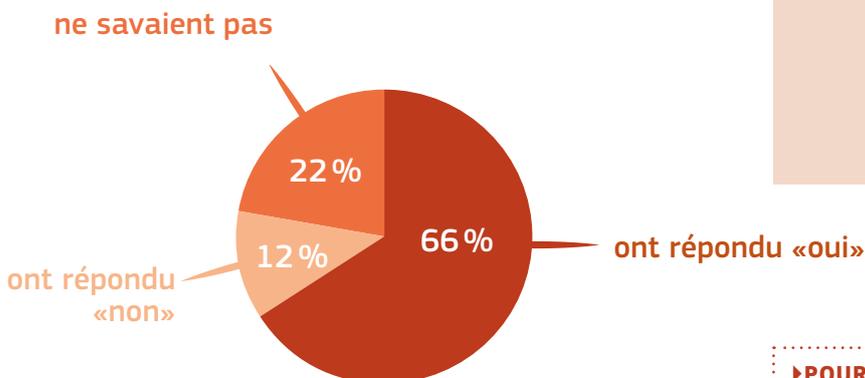
Finalement, les résultats peuvent être considérés comme un signal clair que les participants souhaitent davantage – et non moins – de coopération entre les frontières. Le nombre considérable de solutions suggérées pour surmonter les obstacles transfrontaliers montre également qu'il existe une marge de manœuvre importante pour surmonter, ou au moins atténuer, la plupart des obstacles qui persistent.

Prochaines étapes

Cette consultation a été réalisée dans le cadre d'une initiative plus large de réexamen de la coopération transfrontalière. Ce réexamen est basé sur une étude approfondie des entraves juridiques et administratives qui continuent de nuire aux interactions transfrontalières. Outre un inventaire général des obstacles, l'étude portera également sur une série d'études de cas visant à mettre en évidence ces entraves. Par ailleurs, plusieurs ateliers réunissant les parties prenantes ont été et seront organisés à Bruxelles pour discuter des constatations du réexamen.

Sur la voie du progrès

La question suivante a été posée aux participants: La coopération transfrontalière s'est-elle améliorée dans votre région ces dix dernières années?



DES EFFORTS COLLECTIFS POUR SURMONTER LES OBSTACLES

Au sein de l'UE, les citoyens et les organisations déploient de gros efforts pour surmonter les obstacles afin d'améliorer l'intégration et la coopération transfrontalières. La coopération territoriale européenne, ou Interreg, constitue un des instruments qui contribuent à ces efforts.

Une équipe d'experts a examiné les défis auxquels sont confrontés les travailleurs frontaliers se déplaçant entre le sud du Danemark et le nord de l'Allemagne. Le projet «Pontifex Bridge Builder», qui a été financé en partie par le Fonds européen de développement régional (FEDER) au titre du programme opérationnel «Syddanmark-Schleswig K.E.R.N.» pour la période de programmation 2007-2013, a analysé les obstacles à la mobilité, tels que la fiscalité, la sécurité sociale ou les règles en matière de résidence. Le projet a permis de clarifier une série de questions, notamment une décision obligeant le gouvernement danois à verser l'intégralité des allocations familiales aux travailleurs migrants.

Un autre projet soutenu par le FEDER a réuni les institutions publiques et les opérateurs de transport de cinq pays d'Europe centrale afin de développer un système d'informations sur les déplacements. Utilisant les fonds du programme opérationnel «Europe centrale» (2007-2013), des partenaires issus d'Autriche, de République tchèque, de Hongrie, d'Italie et de Slovaquie ont collaboré pour développer le réseau EDITS – European Digital Traffic Infrastructure Network for Intelligent Transport Systems. C'est la première fois en Europe que les opérateurs issus de pays voisins unissent leurs forces pour échanger des données relatives aux transports afin d'offrir aux voyageurs des services fiables et des informations précises entre les frontières.

► POUR EN SAVOIR PLUS

Le réexamen de la coopération transfrontalière: <http://europa.eu/!yB46tJ>

Contexte de la consultation: <http://europa.eu/!nM97GC>

Pontifex Bridge Builder: <http://europa.eu/!mH96DX>

EDITS: (European Digital Traffic Infrastructure Network for Intelligent Transport Systems) <http://europa.eu/!CG48Cm>

► UN RENOUVEAU POUR LES ESPACES URBAINS DE TURIN



► Donner une nouvelle fraîcheur aux anciens bâtiments de la ville tout en attirant l'attention

En Italie, «Urban Barriera» est un programme de régénération urbaine destiné à encourager le redéveloppement dans le quartier historique de Barriera di Milano, au nord de Turin. M^{me} Ilda Curti, conseillère municipale responsable des fonds de l'Union européenne et de la régénération urbaine à Turin, donne des explications.

Barriera di Milano est situé dans un quartier de la ville qui a toujours connu des défis complexes et problématiques, liés à sa configuration sociale et démographique, l'absence historique d'espaces verts et la présence de bâtiments industriels abandonnés caractéristiques d'une ville «fordiste» des années 1990.

Le programme de régénération a été financé par la ville de Turin, la région du Piémont et le programme 2007-2013 de l'UE du Fonds européen de développement régional. Il a utilisé une approche intégrée pour traiter des aspects physiques, économiques et sociaux, encourageant la coopération et l'interaction productive entre tous les participants actifs et les bénéficiaires des processus de rénovation (secteurs

de l'administration publique, municipalités, associations, institutions, citoyens, entrepreneurs, etc.).

«Urban Barriera» est le programme de régénération le plus récent mis en œuvre par Turin. Depuis le milieu des années 1990, il a bénéficié de la riche et longue expérience acquise lors de l'exécution d'autres projets, tels que le projet «The Gate» à Porta Palazzo (1997-2001) et «Urban II», à Mirafiori Nord (2001-2007).

Le programme «Urban Barriera di Milano» a été élaboré par la ville de Turin. Il était doté d'un montant de 35 millions d'EUR, dont 20 millions d'EUR lui ont été attribués via la région du Piémont au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER 2007-2013). Le reste provenait de fonds municipaux ou d'accords supplémentaires avec l'État et la région pour la mise en œuvre d'interventions spécifiques.



CITTA' DI TORINO

Mise en commun des ressources

«Urban Barriera» a été lancé officiellement lors du premier trimestre de 2011 et vient de se terminer. Trente-quatre interventions spécifiques ont été planifiées tout au long du processus qui a réuni le personnel technique de Turin, les parties prenantes institutionnelles et les associations locales, ainsi que les citoyens qui ont participé activement à plusieurs processus de planification et ont fourni un soutien social.

Le programme a obtenu de bons résultats à plusieurs niveaux: physique et environnement (rénovation et redéfinition des fonctions des bâtiments abandonnés, restructuration des espaces publics et des espaces verts, interventions liées à la mobilité durable, etc.); économie et emploi (actions visant à soutenir les PME et les entreprises locales, formations destinées aux demandeurs d'emploi et aux jeunes sans emploi, etc.); socio-culturel; et en ce qui concerne les activités de communication et le soutien social.

La gestion du programme a été confiée au comité urbain de Barriera di Milano. Le projet a été promu par la ville de Turin et quelques-uns de ses partenaires institutionnels. Le comité a coordonné les activités, mis en place tous types de participation et de collaboration et transmis les informations nécessaires pour garantir que la région toute entière bénéficie de l'initiative de régénération et se sente incluse dans le processus.



▶ D'importants changements sont en cours au Parco Spina 4

► POUR EN SAVOIR PLUS

Pour une présentation approfondie du programme «Urban Barriera di Milano», veuillez consulter:

<http://europa.eu/!dg63bB>

<http://www.comune.torino.it/urbanbarriera/bm~doc/mappa-interventi-urban-def-copy.pdf>

► LES FONDS STRUCTURELS ET D'INVESTISSEMENT EUROPÉENS ET LE FONDS EUROPÉEN POUR LES INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES

GARANTIR LA COORDINATION, LES SYNERGIES ET LES COMPLÉMENTARITÉS

Pourquoi des efforts collectifs au niveau européen sont-ils nécessaires pour inverser la tendance à la baisse des investissements en Europe?

La crise économique et financière mondiale a entraîné une chute des investissements en Europe, freinant les investissements essentiels dans les infrastructures, l'innovation et le financement des PME. Actuellement, les investissements en Europe sont 15% inférieurs aux niveaux antérieurs à la crise.

Les besoins en investissement sont considérables et la liquidité est disponible, mais de nombreux investissements potentiels ne se concrétisent pas en raison d'un certain nombre d'obstacles financiers et non financiers. L'instabilité économique, parallèlement aux incertitudes réglementaires et autres, affaiblit la confiance des investisseurs.

L'Europe doit combler ce déficit d'investissement afin de sortir de la crise et renforcer sa compétitivité sur le plan mondial. C'est la raison pour laquelle des efforts collectifs au niveau européen sont nécessaires pour remettre l'Europe sur la voie de la reprise économique. Dans ce contexte, la Commission a décidé de palier ce déficit d'investissement en lançant le plan d'investissement pour l'Europe.

Qu'est-ce que le Fonds européen pour les investissements stratégiques?

Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI) constitue le premier pilier du Plan d'investissement pour l'Europe. La Commission européenne et le groupe Banque européenne d'investissement (BEI) ont lancé l'EFSI pour aider à combler le déficit d'investissement dans l'UE en mobilisant des financements privés pour des investissements stratégiques.

Avec le soutien de l'EFSI, le groupe BEI fournit un financement à des projets économiquement et techniquement viables, y compris des projets présentant un profil de risque plus élevé que dans le cadre des activités ordinaires de la BEI. L'accent est mis sur les secteurs clés suivants: i) le transport, l'énergie et l'économie numérique; ii) l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources; iii) le capital

humain, la culture et la santé; iv) la recherche, le développement et l'innovation; v) le soutien aux PME et aux entreprises de taille intermédiaire.

L'EFSI peut financer des plateformes d'investissement, apporter une contribution financière à un certain nombre de projets d'investissement présentant une orientation thématique ou géographique, ainsi que réaliser des opérations avec des banques de développement nationales (BND).

Que sont les fonds structurels et d'investissement européens?

Il existe cinq fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI):

- le Fonds européen de développement régional (FEDER)
- le Fonds social européen (FSE)
- le Fonds de cohésion (FC)
- le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER)
- le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP)

Ces fonds sont régis par le même cadre législatif (règlement portant dispositions communes), mais sont également soumis à certains règlements spécifiques par fonds. Les fonds ESI contribuent grandement à la réalisation des objectifs de l'UE en matière de croissance intelligente, durable et inclusive. Au cours de la période 2014-2020, 454 milliards d'EUR seront investis dans 500 programmes ciblant des domaines stratégiques et générateurs de croissance, tels que, principalement, la recherche, le développement et l'innovation, le soutien aux PME, l'économie à faible intensité de carbone, ainsi que les technologies de l'information et de la communication.

Les fonds ESI sont distribués au moyen de programmes pluriannuels cofinancés au niveau national, qui sont approuvés par la Commission, puis mis en œuvre par les États membres et leurs régions dans le cadre de la gestion partagée. Les autorités locales sont responsables de la sélection, de la mise en œuvre et du suivi des projets bénéficiant d'un soutien des fonds ESI.

Le cadre réformé des fonds ESI pour la période 2014-2020 prévoit notamment un champ élargi pour l'utilisation d'instruments financiers, plutôt que le seul recours à des subventions.

Quelles sont les principales différences entre les fonds structurels et d'investissement européens et le Fonds européen pour les investissements stratégiques?

Le profil de risque, les critères et les modes de distribution sont différents. Les fonds structurels peuvent financer des projets au moyen de subventions et d'instruments financiers et relèvent des programmes mis en œuvre par les autorités de gestion dans les États membres. L'EFSI met à disposition des instruments de financement du risque (et non des subventions) via la Banque européenne d'investissement. Ils n'obéissent à aucun quota géographique ou sectoriel, mais ils sont basés sur la demande du marché pour le financement des investissements.

Quel est l'avantage de l'utilisation complémentaire de l'EFSI et des fonds ESI?

Les fonds ESI et l'EFSI peuvent contribuer aux efforts collectifs et coordonnés visant à lutter contre la baisse des investissements dans l'ensemble de l'Europe ou dans une région particulière.

Les fonds ESI et l'EFSI peuvent mobiliser des investissements supplémentaires en se complétant mutuellement et en levant autant de fonds privés que possible. Ces fonds ont été conçus différemment, mais sont complémentaires du point de vue de leur logique, de leur conception et de leur cadre législatif. Ils se renforcent mutuellement. Ils peuvent être combinés de plusieurs manières différentes, en fonction de l'investissement en question. La combinaison des fonds ESI et de l'EFSI peut être particulièrement intéressante dans certains pays ou secteurs où les fonds ESI offrent de larges possibilités et où l'EFSI, en lui-même, n'a pas encore été pleinement mobilisé.

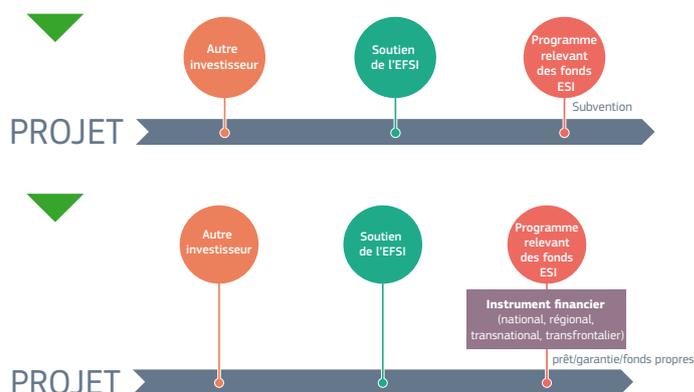
Tout projet qui est économiquement et techniquement viable, susceptible de contribuer positivement à la croissance et à la création d'emploi dans l'UE et conforme aux politiques de l'UE peut être éligible à un financement provenant à la fois de l'EFSI et des fonds ESI.

Les autorités régionales pourront obtenir des résultats supplémentaires grâce aux coinvestissements de l'EFSI (la contribution de l'EFSI et tout autre coinvestisseur attiré par l'EFSI). Les dotations régionales ne garantissent pas seulement les investissements de l'EFSI, mais elles permettent également à chaque région (grâce à son programme régional) d'attirer des investissements de l'EFSI vers la région.

Quelles sont les différentes manières possibles de combiner les fonds ESI avec l'EFSI?

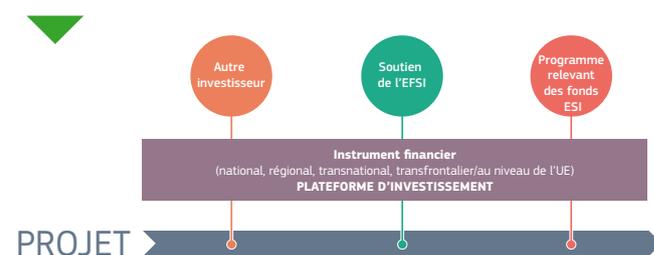
Les fonds ESI peuvent être combinés avec l'EFSI de différentes manières:

1. Combinaison des fonds ESI avec l'EFSI **directement au niveau des projets**:



Un projet éligible bénéficie d'un financement issu du programme relevant des fonds ESI (sous la forme d'une subvention ou par le biais d'un instrument financier), de l'EFSI, ainsi que, potentiellement, d'autres investisseurs attirés par les fonds ESI ou l'EFSI.

2. Combinaison des fonds ESI avec l'EFSI **au niveau des plateformes d'investissement**:

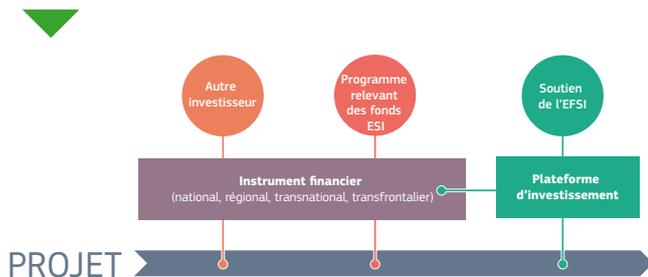


L'autorité de gestion pourrait vouloir mettre en place une **nouvelle** plateforme d'investissement (considérée comme un instrument financier) au sein de laquelle l'EFSI et les autres investisseurs pourraient investir leurs ressources, notamment sous la forme d'un fond à plusieurs niveaux.

Une autre possibilité permet à l'autorité de gestion d'apporter une contribution au titre du programme relevant des fonds ESI à une plateforme d'investissement **existante** (considérée comme un instrument financier) qui a été établie grâce aux ressources de l'EFSI au niveau national, régional, transnational ou transfrontalier. La plateforme d'investissement investirait alors les contributions de l'EFSI et les autres contributions

du programme relevant des fonds ESI dans des projets (d'autres investisseurs peuvent y participer).

3. Combinaison des fonds ESI avec le **soutien de l'EFSI (par l'intermédiaire d'une plateforme d'investissement)** au niveau des instruments financiers ou des projets:



Dans ce cas de figure, l'autorité de gestion met en place un instrument financier auquel la plateforme d'investissement créée avec le soutien de l'EFSI participe en tant qu'investisseur. D'autres investisseurs peuvent également y prendre part. L'instrument financier investirait alors les contributions de l'EFSI et les autres contributions relevant du programme des fonds ESI dans des projets (d'autres investisseurs peuvent y participer).

Une autre option consiste à intervenir, au cas par cas, directement au niveau des projets, par l'intermédiaire d'une plateforme d'investissement créée avec le soutien de l'EFSI.

Les fonds ESI peuvent-ils contribuer à l'EFSI?

Les ressources des programmes relevant des fonds ESI ne peuvent pas être transférées directement à l'EFSI.

L'EFSI peut-il être utilisé comme cofinancement national dans un programme relevant des fonds ESI?

Compte tenu de sa nature et de sa structure, le soutien de l'EFSI à un projet ne peut pas être pris en compte comme cofinancement national d'un programme relevant des fonds ESI.

Toutefois, le cofinancement national d'un programme relevant des fonds ESI pourrait toujours être fourni par un autre produit financier de la BEI ou du FEI, qu'il s'agisse d'un prêt en faveur de programmes structurels ou d'une intervention au niveau des projets.

Il est également possible que, dans certaines circonstances, les éventuelles ressources supplémentaires obtenues par effet de levier et générées par les interventions combinées

des fonds ESI et de l'EFSI puissent être considérées comme un cofinancement national pour le programme relevant des fonds ESI.

Comment les règles relatives aux aides d'État s'appliquent-elles lorsque les fonds ESI sont combinés avec l'EFSI?

L'EFSI ne constitue pas une aide d'État et n'est pas soumis aux règles relatives aux aides d'État. À moins d'être accordés aux conditions du marché, les fonds ESI fournis à des entreprises peuvent comporter une aide d'État, qui est soumise aux règles de l'UE applicables en la matière.

La Commission évaluera les fonds ESI comportant une aide d'État sur la base de son cadre modernisé pour les aides d'État. Afin de faciliter le déploiement de l'EFSI, elle évaluera la conformité des fonds ESI avec les règles relatives aux aides d'État en priorité et selon une procédure accélérée (dans un délai de six semaines à compter de la réception des informations complètes).

Où les promoteurs de projets peuvent-ils obtenir de l'aide pour formuler leurs propositions?

Les promoteurs de projets devraient pleinement mettre à profit la plateforme européenne de conseil en investissement, qui est le point d'accès au conseil et aux services techniques et administratifs en matière d'investissement. Conçue conjointement par la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement, cette plateforme aide les pouvoirs publics et les promoteurs de projets à définir, hiérarchiser, préparer, structurer et mettre en œuvre des projets stratégiques ainsi qu'à faire une utilisation plus efficace des fonds de l'UE grâce à la mobilisation de capitaux privés. L'un des éléments de ce guichet unique est «fi-compass», un service de conseil sur les instruments financiers pour les fonds ESI.

En outre, le portail européen des projets d'investissement (EIPP) est un tout nouveau portail web qui permet aux promoteurs de projets – publics ou privés – établis dans l'UE d'atteindre des investisseurs potentiels dans le monde entier. Ce portail est hébergé par la Commission européenne et a été conçu pour répondre au souhait des investisseurs d'avoir accès, via une plateforme centrale, à davantage de possibilités d'investissement dans l'UE.

► **POUR EN SAVOIR PLUS**
<http://europa.eu/!DT39vF>

▶ L'AMBITION DE LA STRATÉGIE EUROPÉENNE POUR LA RÉGION ALPINE (EUSALP)

L'UE LANCE LA STRATÉGIE POUR UNE MACRORÉGION ALPINE PLUS PROSPÈRE, ÉCOLOGIQUE ET MIEUX RELIÉE

L'EUSALP vise à encourager un modèle de croissance innovant et durable dans la macrorégion alpine, dont pourront bénéficier plus de 70 millions de personnes qui vivent dans cette région dans sept pays.

Adoptée en juillet 2015 et approuvée par le Conseil de l'Union européenne en novembre 2015, l'EUSALP est une «stratégie macrorégionale»: un cadre intégré qui peut être soutenu par les fonds structurels et d'investissement européens (fonds ESI), entre autres, afin de relever les défis communs aux États membres et aux pays tiers situés dans une même zone géographique. Ils bénéficient de la sorte d'une coopération renforcée contribuant à la réalisation de la cohésion économique, sociale et territoriale.

La stratégie pour la région alpine concerne l'une des plus grandes régions économiques et productrices en Europe, dont font partie cinq pays de l'UE (l'Autriche, la France, l'Allemagne, l'Italie et la Slovaquie) et deux pays tiers (la Suisse et le Liechtenstein), un total de 48 régions. Globalement, l'EUSALP touchera 70 millions de personnes vivant et travaillant dans la région alpine: les administrations publiques, les universités, les centres de recherche, les PME, la société civile, le secteur privé et les investisseurs internationaux bénéficieront de cette stratégie. De plus, les services améliorés et la qualité de vie favorisés par l'EUSALP bénéficieront également aux millions de touristes qui visitent la région chaque année.

Pourquoi l'EUSALP?

Les citoyens, les entreprises et les autorités locales des sept pays sont tous confrontés aux mêmes défis dans les régions:

- ▶ **La mondialisation de l'économie** menaçant la compétitivité et l'innovation du territoire
- ▶ **Les tendances démographiques** caractérisées par le vieillissement de la population et les nouveaux modèles de migration
- ▶ **Le changement climatique** et ses effets négatifs sur l'environnement, la biodiversité et les conditions de vie

▶ **Les défis énergétiques** à l'échelle européenne et mondiale

▶ **La mobilité**, la situation géographique fait de la zone une région européenne de transit et une région avec des caractéristiques géographiques et naturelles uniques.

Le principal objectif de l'EUSALP est de favoriser la prospérité économique et sociale durable de la région alpine grâce à la croissance et la création d'emplois par l'amélioration de son attractivité, compétitivité et connectivité. En même temps, l'objectif est de préserver l'environnement et de garantir des écosystèmes sains et équilibrés.

La principale valeur ajoutée de la stratégie européenne pour la région alpine repose sur une nouvelle relation entre les zones métropolitaines, périurbaines et montagneuses. Comment la stratégie fonctionne-t-elle?

La stratégie alpine se fonde sur des principes clés appliqués aux stratégies macrorégionales existantes: aucun nouveau financement européen, aucune structure formelle européenne supplémentaire et aucune législation, mais s'appuie sur une approche coordonnée, des effets de synergie et une utilisation plus efficace des financements européens existants et d'autres instruments financiers.

Il est de la responsabilité des sept pays et des 48 régions d'assurer que l'EUSALP produise les résultats escomptés. En tant que facilitateur indépendant, la Commission européenne est en charge de la coordination stratégique dans les zones où elle peut apporter une valeur ajoutée à la macrorégion. Elle peut, par exemple, offrir un soutien stratégique en identifiant les insuffisances auxquelles il est nécessaire de remédier au niveau politique ou faciliter une approche intersectorielle cohérente avec les différentes politiques européennes.

Néanmoins, comme l'a dit la commissaire Crețu, «c'est une stratégie des pays» et c'est uniquement leur engagement, leur coopération et leurs efforts communs qui permettront à la région alpine de devenir plus prospère, écologique et mieux reliée.

EXEMPLES DE PROJETS POSSIBLES CONFORMES À L'EUSALP

AMÉLIORATION DU POTENTIEL ÉCONOMIQUE DES SECTEURS STRATÉGIQUES

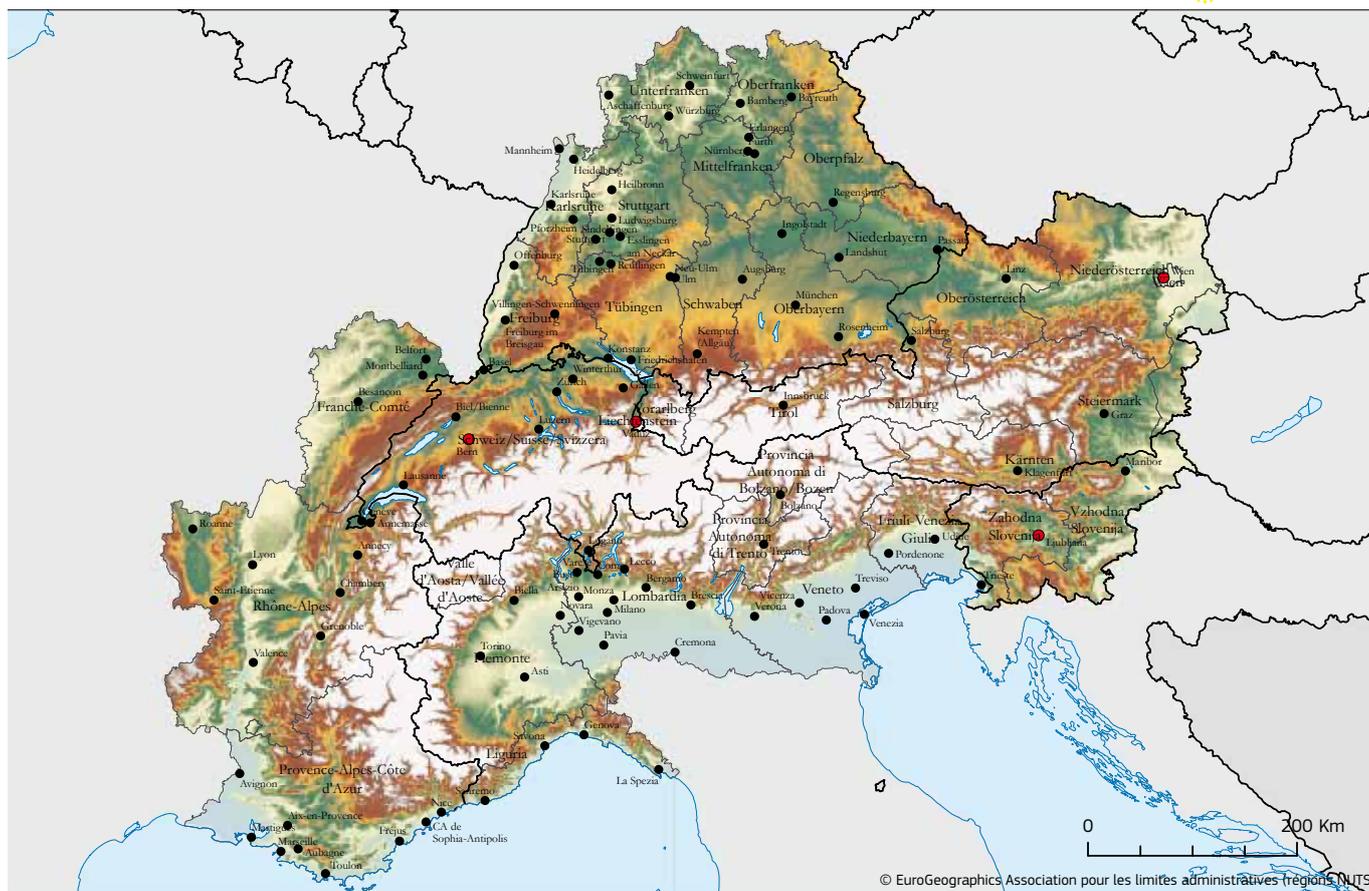
- ▶ **Des centres alpins de transfert:** ce projet prévoit la mise en place d'un réseau et d'outils pour les centres de transfert de technologie afin de soutenir la collaboration entre les structures de recherche et de développement et les entreprises - remplissant le rôle de guichets uniques, principalement, pour les PME. Les centres de transfert peuvent remplir la fonction d'organismes régionaux pour les projets partagés en matière d'innovation et de transfert de technologie.
- ▶ **Étiquetage du bois alpin et des produits en bois:** l'idée est de soutenir l'utilisation du bois local des forêts alpines dans la construction et la fabrication de produits en bois, dans l'ensemble de la chaîne de valeur - par la mobilisation des ressources et des opérations ou lors de la première ou seconde transformation. Un label de qualité pour le bois alpin peut aider à mieux gérer les forêts de montagne et les produits en bois, en assurant une empreinte carbonique moins importante par la réduction des besoins de transport. Cela contribuera également au développement du professionnalisme des acteurs concernés, tout en aidant au maintien et au développement des réseaux d'entreprises.
- ▶ **AlpNet:** en s'appuyant sur les résultats de la recherche, l'objectif est de favoriser l'innovation des produits destinés aux entreprises du secteur touristique alpin pour garantir un tourisme en toute saison. Le projet renforcera l'échange des connaissances et des meilleures pratiques entre les régions touristiques. Dans un marché mondial de plus en plus compétitif, le but est de renforcer la position de la région alpine et d'améliorer la durabilité de son secteur touristique.

AMÉLIORER L'ADÉQUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL, DE L'ENSEIGNEMENT ET DES FORMATIONS

- ▶ **Dialogue alpin des jeunes:** plusieurs régions alpines font face à des défis démographiques (tels que le vieillissement de la population, l'exode des travailleurs qualifiés). Pour que les jeunes se construisent une vie dans leurs communautés d'origine, ils doivent être engagés dans la prise des décisions et dans la formation de leurs environnements de vie et de travail. Ce projet aidera les jeunes à comprendre les besoins et le potentiel de leurs propres villages et villes ainsi que de toute la région alpine, à travers des échanges transnationaux entre les jeunes et les décideurs, dans tous les pays alpins.

PROMOTION DE LA MOBILITÉ DES MARCHANDISES ET DU TRANSPORT DES PASSAGERS

- ▶ Modernisation des tronçons ferroviaires transfrontaliers en rapport avec les projets RTE-T; électrification des lignes ferroviaires, exploitation de trains d'une longueur de 740 mètres et développement du système européen de surveillance du trafic ferroviaire - ERTMS.
- ▶ Modernisation des lignes ferroviaires locales telles que Turin-Aoste, Nice-Vintimille-Coni-Turin, Munich-Lindau-Bregenz-Zurich, Ulm-Friedrichshafen-Lindau, Trieste-Ljubljana, Brescia-Edolo, Durance, Milan-Tirano et les vallées des Dolomites du Trentin.
- ▶ Réalisation et développement à une échelle macrorégionale des projets de coopération existants afin de réduire l'impact du trafic transalpin.



Traduire les paroles en actes

Le 25 janvier, la Commissaire en charge de la politique régionale Corina Crețu et la Commissaire en charge du transport Violeta Bulc ont pris part à la conférence de lancement de l'EUSALP à Brdo en Slovénie. L'événement, organisé conjointement par la Commission européenne et le ministère des affaires étrangères slovène, a marqué le début de la phase de mise en œuvre et a permis aux participants de partager leurs opinions et idées sur les meilleures méthodes de travail et la plus efficace gestion de la stratégie.

«La région alpine est l'une des régions les plus dynamiques, innovantes et compétitives en Europe. Néanmoins, la nécessité d'éliminer les déséquilibres socioéconomiques existe toujours. C'est la raison pour laquelle la stratégie européenne pour la région alpine a été lancée: afin d'exploiter au mieux le potentiel des 48 régions impliquées - tant des États membres que

des pays tiers - et d'assurer qu'aucune localité, région ou résident ne soit abandonné sur la voie de la prospérité. Il est maintenant temps de traduire les paroles en actes», a déclaré la Commissaire Crețu.

«Avec quatre des neufs corridors de transport européens qui traversent les Alpes cette région constitue un carrefour majeur dans une région particulièrement vulnérable sur le plan environnemental. Étant donné que l'Europe dépend de la connectivité de la région alpine, il devient crucial de l'associer au plus haut niveau de durabilité. La stratégie européenne pour la région alpine fournit une vision et un leadership qui permettront de relever ce défi», a ajouté la Commissaire Bulc.

► **POUR EN SAVOIR PLUS**
<http://europa.eu/!tm36qb>

▶ LE GROUPE DE TRAVAIL PLAIDE EN FAVEUR D'UNE MEILLEURE UTILISATION DU FINANCEMENT DE L'UE

Une équipe chargée d'aider un certain nombre d'États membres à utiliser les fonds de l'UE de manière plus efficace a achevé son programme de travail intensif, qui a inclus plus de 100 séminaires et réunions techniques. En coopération avec huit pays, le groupe de travail pour une meilleure mise en œuvre (TFBI) a atténué les goulets d'étranglement et les retards en ce qui concerne l'affectation et l'utilisation des fonds structurels de l'UE.

Le TFBI a entamé son travail en novembre 2014 afin d'examiner les raisons pour lesquelles la Bulgarie, la Croatie, la République tchèque, l'Italie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et la Hongrie accusent un retard quant à l'affectation des fonds aux projets ou par le biais des programmes. Outre l'identification des goulets d'étranglement, le TFBI a collaboré avec les autorités nationales pour élaborer les plans d'action pour permettre d'avancer.

Tout le processus a bénéficié d'un soutien politique fort tant au niveau de la Commission que des États membres. L'objectif consistait à fournir à chacun des pays impliqués des méthodes personnalisées et coordonnées pour améliorer la mise en œuvre afin que la période de programmation 2007-2013 soit couronnée de succès.

Amorcer le changement

Le groupe de travail a commencé son travail par l'examen systématique des programmes soutenus par l'UE, des priorités et même des projets individuels lorsque cela s'est révélé nécessaire. Il a ensuite identifié des activités capables d'accélérer la mise en œuvre et pouvant être incorporées aux plans d'action des États membres – qui ont tous été adoptés au printemps 2015. Les plans d'action ont été élaborés pour inclure des étapes et des objectifs quantifiables et un suivi des progrès a été effectué tous les deux ou trois mois.

Le travail du TFBI a mené à des ajustements au niveau des calendriers d'un certain nombre de programmes et projets. Plusieurs projets ont été étalés sur deux périodes de programmation, ce qui signifie qu'ils peuvent désormais être pleinement mis en œuvre lors de la période 2014-2020. Par ailleurs, de nouveaux projets d'envergure ont été identifiés et soumis. Les allocations pour les instruments financiers

ont été augmentées. Les États membres concernés peuvent dorénavant profiter d'une plus grande flexibilité lors de la déclaration des dépenses supplémentaires.

En outre, un certain nombre d'activités de renforcement des capacités ont été organisées tout au long du processus, notamment des séminaires, des ateliers et des réunions techniques avec les autorités nationales, lors desquels les bonnes pratiques ont été partagées [voir l'encadré ci-dessous]. Bien que le TFBI ait achevé son travail à la fin de 2015, la Commission continuera à offrir son soutien et à organiser des événements similaires pour les États membres au fur et à mesure de l'exécution des programmes pour la période de financement 2014-2020.

Processus d'apprentissage

Même si un grand nombre des problèmes abordés par le TFBI étaient spécifiques à chacun des États membres, certaines causes communes des retards ont été identifiées, notamment:

- ▶ le lent démarrage de certains programmes;
- ▶ une préparation insuffisante pour les projets d'infrastructure complexes;
- ▶ de longs cycles de projets;
- ▶ des procédures administratives nationales trop longues;
- ▶ un manque de capacité administrative au niveau national et du bénéficiaire; et
- ▶ des erreurs en matière de procédures de passation des marchés.

Il a également été souligné que la mise en œuvre des programmes a représenté un processus d'apprentissage exigeant pour tous les États membres, en particulier ceux qui entamaient leur première période de programmation. Pour la période 2014-2020, il est recommandé à toutes les autorités nationales d'entreprendre les mesures d'exécution des programmes le plus tôt possible.

Pour garantir la réussite, le TFBI pense que les autorités nationales doivent trouver des moyens efficaces de soutenir les bénéficiaires des projets au moment où ils commencent à dépenser les fonds. Des activités régulières de renforcement des capacités sont proposées comme un moyen de progresser, tant pour les organes chargés d'allouer le financement que pour les organisations utilisant les fonds par la suite.



► Réunion de la task-force en Croatie en décembre 2015

Les réalisations du TFBI en quelques chiffres

- Grâce à l'intervention du groupe de travail, la Slovaquie, la Roumanie et la Croatie ne courent plus le risque de perdre 1,3 milliard d'EUR de financement de l'UE.
- Plus de 40 programmes financés par l'UE dans huit États membres bénéficiaires ont été modifiés, ainsi que 120 projets d'envergure.
- Le TFBI a organisé plus de 100 réunions techniques dans le cadre de son calendrier de travail de 12 mois.

Par ailleurs, le groupe de travail souhaiterait que certains des outils de la Commission en matière de renforcement des capacités soient exploités plus fréquemment. Parmi ceux-ci figure le programme TAIEX-REGIO PEER 2 PEER (voir page 16), conçu pour partager l'expertise entre les organes de gestion des fonds dans le cadre du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds de cohésion. Des pactes d'intégrité (voir page 18), qui proposent des moyens de mettre en place des mécanismes de passation des marchés transparents et exempts de corruption, pourraient être déployés.

Bonnes pratiques

DAVANTAGE DE RAPPORTS ET UN MEILLEUR SUIVI: la plupart des pays aidés par le TFBI ont amélioré leurs procédures de suivi et ont fait rapport plus fréquemment en ce qui concerne leurs plans d'action. La Roumanie, la Slovaquie et la Hongrie ont notamment organisé une série de réunions techniques pour examiner en détail l'état d'avancement de plusieurs programmes – généralement en passant en revue chaque priorité et chaque projet.

AMÉLIORER LES CALENDRIERS DES PROJETS ET LES PAIEMENTS: en suivant les conseils de la Commission en ce qui concerne la clôture des programmes, la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie ont revu de manière rigoureuse et systématique les échéanciers de leurs projets. Elles ont également réclamé davantage d'aide à la Commission sur divers problèmes techniques et administratifs. La Hongrie et la Slovaquie ont révisé leurs méthodes de déclaration des dépenses pour les projets générant des recettes et envisagent des pratiques comptables alternatives pour améliorer la manière dont ils affectent les fonds.

► **POUR EN SAVOIR PLUS**
<http://europa.eu/!VQ76YC>

▶ AVEZ-VOUS TROUVÉ L'EXPERTISE QUE VOUS RECHERCHEZ?

TAIEX-REGIO PEER 2 PEER: UN OUTIL FLEXIBLE ET EFFICACE POUR L'ÉCHANGE DE CONNAISSANCES ENTRE LES RÉGIONS EUROPÉENNES



En mars 2015, la direction générale de la politique régionale et urbaine a lancé un nouvel outil pour permettre aux administrations chargées de la

gestion du Fonds européen de développement régional et du Fonds de cohésion de partager l'expertise et les bonnes pratiques en Europe, dans le but d'améliorer la manière dont sont dépensés les investissements de l'UE.

Un an après sa mise en place, l'outil TAIEX-REGIO PEER 2 PEER révèle son utilité. Il offre un système en ligne efficace et simple d'utilisation, qui permet de réunir les experts et les bénéficiaires grâce à l'organisation de dizaines d'ateliers, de visites d'étude et d'échanges d'experts.

PEER 2 PEER s'appuie sur l'instrument d'assistance technique et d'échange d'informations (TAIEX), qui est testé et amélioré constamment depuis plus de 20 ans. À l'origine, il avait été créé pour soutenir les négociations d'adhésion pour les 13 États membres de l'UE de l'époque.

PEER 2 PEER permet aux administrations de bénéficier d'aide et d'en proposer, pour répondre aux exigences des organes publics responsables de la gestion du FEDER et du Fonds de cohésion. Parmi ceux-ci, 90% ont exprimé leur intérêt pour l'apprentissage entre pairs et 50% ont reconnu avoir des besoins concrets de renforcement des capacités.

Plus globalement, l'outil s'inscrit dans les efforts de la Commission européenne visant à exploiter pleinement le potentiel de la politique régionale pour créer de l'emploi et garantir une croissance durable, conformément aux objectifs fixés par la stratégie Europe 2020 et le plan d'investissement de l'UE de 315 milliards d'EUR.

Au sein de l'UE, 24 000 agents publics travaillant pour des administrations nationales et locales participent à la gestion du FEDER et du Fonds de cohésion. PEER 2 PEER vise à tirer parti de leur savoir-faire et à améliorer les résultats grâce au partage de leur expertise et de leurs bonnes pratiques.

Des applications pratiques

Lors de l'année écoulée, l'outil a déjà été utilisé au cours de la phase pilote pour l'organisation de près de 30 événements dont ont pu bénéficier des candidats issus de 14 États membres. La portée et la taille de ces événements varient de petites visites d'étude en trio et missions d'échange d'experts à des réunions «multi-pays» de 15 personnes et des ateliers de 60 participants. Les domaines couverts vont de la gestion des investissements et des marchés publics au transport et à l'environnement.

Jusqu'à présent, la République tchèque, la Bulgarie, la Croatie et la Lituanie ont été les bénéficiaires les plus actifs et la majorité de toutes les demandes d'assistance ont été approuvées.



- ▶ Fabienne Ruault de la Commission européenne, présentant l'outil en ligne
- ▶ L'atelier TAIEX-REGIO multi-pays sur la gestion des investissements en matière d'environnement, décembre 2015, Lituanie

« Cette initiative PEER 2 PEER constitue une étape importante: elle est souple, facile à utiliser et répond aux besoins spécifiques de nos régions. »

▶ CORINA CREȚU – COMMISSAIRE EUROPÉENNE À LA POLITIQUE RÉGIONALE

En décembre, par exemple, 16 experts issus de huit États membres ont voyagé jusque Vilnius pour participer à un atelier «multi-pays» sur les pratiques de gestion des investissements en matière d'environnement. Cet atelier a fourni une expertise essentielle à l'agence responsable de la gestion des projets environnementaux du ministère lituanien de l'environnement pour optimiser l'investissement des ressources issues du FEDER et du Fonds de cohésion.

À plus petite échelle, trois experts de l'Alliance des provinces du Nord des Pays-Bas se sont rendus en Roumanie en septembre pour une visite d'étude de trois jours afin d'aider l'Agence de développement de la région Nord-Est à acquérir un savoir-faire en matière de spécialisation intelligente. Ils se sont penchés sur la combinaison de politiques en matière d'industrie, d'éducation et d'innovation dans le but de recenser les domaines prioritaires pour des investissements fondés sur la connaissance.

Entre-temps, en juin 2015, PEER 2 PEER a contribué à l'organisation d'un atelier sur les modèles fructueux de gestion et de contrôle des instruments financiers en Bulgarie. Soixante experts provenant d'Allemagne, de Pologne, de Slovénie et du Royaume-Uni y ont participé.

Des résultats positifs

À ce jour, parmi les principaux domaines d'intérêt pour les échanges de pairs figurent les instruments financiers, la gestion et le contrôle financiers, les marchés publics, les aides d'État, la déclaration et le suivi, ainsi que le développement urbain durable.

Selon Corina Crețu, la commissaire à la politique régionale, les candidats à une aide ont formulé des commentaires très positifs sur les échanges, tandis que les agents publics ayant participé aux événements en tant qu'experts ont également trouvé les échanges bénéfiques.

Le système se révèle commode, puisqu'il permet l'organisation rapide et efficace d'échanges d'experts à court-terme, tout en minimisant la charge administrative et en garantissant la flexibilité, comme l'ont démontré les différents types d'échanges organisés dans le cadre du système. La plateforme offre également l'assurance de la qualité grâce à plusieurs mécanismes intégrés pour le contrôle de la qualité et l'évaluation des experts et des échanges.

Fondamentalement, l'outil contribue à garantir que les administrations locales et nationales chargées de la gestion des fonds de la politique régionale dans toutes les régions européennes sont solides et efficaces, permettant ainsi aux projets d'enregistrer des bénéfices concrets pour les personnes vivant dans les régions européennes.

« Cette initiative PEER 2 PEER constitue une étape importante: elle est souple, facile à utiliser et répond aux besoins spécifiques de nos régions », a déclaré la commissaire Crețu. La Commission lancera une évaluation du programme TAIEX-REGIO PEER 2 PEER dans le courant de cette année. Une décision concernant les prochaines étapes de la mise en œuvre et du développement futurs de l'outil sera prise sur la base de cette analyse.

▶ **POUR EN SAVOIR PLUS**
PEER 2 PEER et la procédure de participation: consultez la page spécifique:

http://ec.europa.eu/regional_policy/p2p ou contactez REGIO-PEER2PEER@ec.europa.eu

► LES PACTES D'INTÉGRITÉ RENFORCENT LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

PRÉSERVER LES PROJETS FINANCÉS PAR L'UE



La corruption nuit gravement à l'économie et à la société en général. Elle porte atteinte à la démocratie, entrave le développement économique et a des retombées néfastes sur la justice sociale et l'État de droit. La Commission européenne et Transparency International collaborent pour préserver les fonds de l'UE de la fraude et la corruption et améliorer la qualité des marchés publics.

On estime que 120 milliards d'EUR sont perdus chaque année en raison de la corruption dans les pays européens – ce qui représente la quasi totalité du budget annuel de 2014 de l'Union européenne (UE)⁽¹⁾. La corruption dans les marchés publics nuit à l'intérêt général, mine la confiance du public et a des effets néfastes sur la vie des citoyens. Cependant, la lutte efficace contre les activités frauduleuses et corrompues nécessite une approche complexe.

► La commissaire à la politique régionale, Corina Crețu, et le directeur général adjoint de Transparency International, Miklos Marschall, lancent l'initiative

En tant qu'acteur efficace de la lutte contre la corruption, la société civile peut jouer un rôle essentiel pour la promotion de la transparence, de la responsabilisation et de la prévention. La Commission européenne et Transparency International ont uni leurs forces et ont intensifié leur fructueuse coopération pour définir de nouvelles approches innovantes de lutte contre la corruption et d'amélioration de l'efficacité des projets cofinancés par les fonds de l'UE.

En mars 2015, la commissaire à la politique régionale, Corina Crețu, et le directeur général adjoint de Transparency International, Miklos Marschall, ont lancé l'initiative «Pactes d'intégrité – Mécanisme de contrôle civil pour la protection des fonds de l'UE». La deuxième étape de ce projet conjoint, qui a commencé le 1er janvier 2016 pour une durée de quatre ans, vise à mettre en place les fameux pactes d'intégrité (PI) pour plusieurs projets cofinancés par l'UE dans un certain nombre de pays européens.

(1) Rapport anticorruption de l'UE, 3.2.2014 COM(2014) 38 final.

Transparence

Un PI est un accord conclu entre un pouvoir adjudicateur, l'ensemble des soumissionnaires pour un marché public et un contrôleur indépendant chargé de surveiller la mise en œuvre du pacte et de garantir que toutes les parties respectent leurs engagements. Il fixe des droits et des obligations prévoyant qu'aucune des parties ne paiera, ne proposera, ne demandera ni n'acceptera des pots-de-vin; que les soumissionnaires n'agiront pas en collusion avec les concurrents pour obtenir le contrat ni ne soudoieront les représentants de l'autorité lors de la passation.

Afin de garantir la transparence, les pactes comportent des dispositions par lesquelles toutes les parties s'engagent à fournir l'accès aux informations, à présenter des rapports publics réguliers sur les résultats du suivi et à promouvoir l'utilisation des données ouvertes, ainsi que la divulgation d'informations liées à la procédure de passation des marchés publics.

Un contrôleur indépendant, responsable du suivi de la mise en œuvre, garantit que toutes les parties respectent leurs engagements pris dans le cadre du PI. Par ailleurs, le mécanisme clarifie les règles pour les soumissionnaires, en établissant des conditions de concurrence équitables. Ainsi, il permet aux entreprises de s'abstenir de tout acte de corruption, puisqu'il leur fournit la garantie que leurs concurrents agiront de même et que les autorités gouvernementales compétentes en matière de marchés publics s'engageront à lutter contre la corruption et à suivre des procédures transparentes. Ces pactes sont des contrats juridiquement contraignants dont la violation peut entraîner des sanctions.

Outre la transparence juridique, les PI font référence à l'efficacité: l'expérience montre en effet que de tels pactes peuvent réduire jusqu'à 30 % les coûts des projets. Ils peuvent également stimuler les changements institutionnels et promouvoir la bonne gouvernance.

À la suite d'un appel à manifestation d'intérêt publié le 22 mai 2015⁽²⁾, 17 projets cofinancés par les fonds structurels et les Fonds de cohésion européens ont été sélectionnés pour cette phase pilote. Ils ont été soumis par les autorités de gestion et les bénéficiaires, tandis que certaines organisations de la société civile ont postulé pour jouer le rôle de garant d'un pacte d'intégrité.

Un nombre significatif de manifestations d'intérêt de la part des deux parties a mené à la sélection d'une excellente variété de projets issus de 11 secteurs différents (transport, renforcement des institutions, culture, suivi, environnement, énergie, éducation, recherche et développement, investissement territorial intégré, capacité administrative et santé) et de 11 États

membres (Bulgarie, République tchèque, Grèce, Hongrie, Lituanie, Lettonie, Slovaquie, Portugal, Roumanie, Italie et Pologne). Les enseignements tirés lors de cette phase pilote seront communiqués et pourront être appliqués à de nombreux autres projets cofinancés par l'UE à l'avenir.

Parmi les activités menées dans le cadre des projets financés par la Commission figureront:

- ▶ la formation et le renforcement des capacités des organisations de la société civile choisies pour mettre en œuvre le projet au niveau du pays;
- ▶ l'élaboration et la signature des PI;
- ▶ la formation et le renforcement des connaissances des acteurs concernés, tels que les pouvoirs adjudicateurs, les autorités de gestion et les agents économiques, en ce qui concerne les mesures de lutte contre la corruption et de transparence dans le cadre de l'approche des PI;
- ▶ le contrôle indépendant des PI, effectué et/ou coordonné par les organisations de la société civile;
- ▶ la mise en œuvre de la transparence et de l'accès à l'information liée au processus des PI et des résultats pour les citoyens au sein des États membres de l'UE participants;
- ▶ le partage et l'identification réguliers des impacts, des enseignements tirés et des bonnes pratiques pour les partenaires de projet, ainsi que le grand public.

Le secrétariat de Transparency International assurera la coordination globale du projet. Il coordonnera 16 organisations de la société civile (OSC) qui surveilleront le PI et veilleront à l'assurance de la qualité dans la mise en œuvre du projet à tous les niveaux. Elles seront en outre chargées de la promotion et de la communication des résultats du projet, de la formation nécessaire et du renforcement des capacités, ainsi que de l'identification et la communication des impacts, des enseignements tirés et des bonnes pratiques.

Les PI visent à promouvoir l'efficacité au regard des coûts et la bonne gouvernance. Ils stimuleront également les changements institutionnels, tels que l'utilisation accrue des systèmes de passation de marchés en ligne, la simplification des procédures administratives et les améliorations au sein de l'environnement réglementaire.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS
<http://europa.eu/!Qq83pP>

(2) Les appels ont été publiés sur le site Inforegio http://ec.europa.eu/regional_policy/en/policy/how/improving-investment/integrity-pacts/

▶ LA PAROLE EST À VOUS

L'AVIS DES PARTIES INTÉRESSÉES SUR LA POLITIQUE DE COHÉSION 2014-2020

Panorama
vous invite
à envoyer vos
commentaires!

«**La parole est à vous**» est la section de Panorama où les parties intéressées aux échelons local, régional, national et européen donnent leur avis sur la réforme de la politique de cohésion et exposent les grandes lignes de leurs projets pour la période de programmation 2014-2020.

Panorama vous invite à envoyer vos commentaires dans votre langue. Ils figureront peut-être dans un prochain numéro. Contactez-nous pour obtenir plus d'informations sur les délais et les instructions concernant vos commentaires.

▶ regio-panorama@ec.europa.eu

▶ GRÈCE

▶ DU DÉVELOPPEMENT DE L'INFRASTRUCTURE À L'INFRASTRUCTURE DE DÉVELOPPEMENT

Le programme opérationnel régional «Attiki» est confronté à de nombreux défis, à l'image de la région qu'il couvre.



Le programme opérationnel régional 2014-2020 pour l'Attique – qui englobe la ville d'Athènes – a été approuvé en décembre 2014, quelques mois à peine après le changement d'administration de la région. Le nouveau programme couvre un grand nombre d'enjeux, mais les besoins de la région d'Attique sont encore plus nombreux. Un changement de la politique en matière d'intervention, l'existence d'une multitude de conditions *ex ante* et d'auto-suspensions, ainsi que le besoin d'atteindre des objectifs spécifiques tant au niveau financier qu'au niveau de la mise en œuvre, forment les pièces du puzzle de la nouvelle période de programmation pour l'autorité de gestion du programme opérationnel régional (ROP) «Attiki».

Le ROP «Attiki» dispose de 1,1 milliard d'EUR de dépenses publiques attribué au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds social européen (FSE), réparti entre 13 axes prioritaires et 10 objectifs thématiques. L'allocation de fonds provenant du Fonds de cohésion et du Programme de développement rural a renforcé la capacité financière de la région au sein du nouvel accord de

partenariat pour le cadre de développement, tout en créant des obligations majeures et des attentes élevées.

Parmi les principales priorités de la région d'Attique et de l'autorité de gestion figurent l'établissement de partenariats aux niveaux régional, national et européen, le renforcement des capacités des bénéficiaires finaux et l'utilisation des outils disponibles de la Commission européenne, tels que les investissements territoriaux intégrés, les instruments financiers, les pactes d'intégrité, le soutien du groupe JASPERS, etc. Ces priorités représentent également des conditions préalables à l'utilisation concluante des ressources communautaires et nationales.

La résolution des problèmes environnementaux chroniques de la région d'Attique (assainissement et épuration des eaux usées dans l'est de l'Attique, gestion des déchets solides respectueuse de l'environnement), la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, l'utilisation et la promotion de certains quartiers urbains de la région du grand Athènes grâce à des interventions intégrées et multithématiques, ainsi que l'association des capacités académiques et de recherche avec les besoins des entreprises afin d'encourager l'innovation, constituent des objectifs réalistes qui peuvent être atteints d'ici la fin de la période de programmation 2014-2020.

Les progrès accomplis par le ROP «Attiki» seront évalués non seulement au regard de son intégration, mais surtout au niveau de son efficacité, sa performance et l'utilisation optimale des ressources communautaires. Les membres du personnel de l'autorité de gestion et de la région d'Attique s'attellent scrupuleusement à cette tâche.

DIMITRIS DROSIS – Responsable de l'autorité de gestion spéciale, Programme opérationnel régional «Attiki»

▶ FRANCE

▶ LA MOBILITÉ HYDROGÈNE ZÉRO ÉMISSION DEVIENT RÉALITÉ



«La mise en place [des stations à Grenoble et Lyon] démontre que la mobilité hydrogène zéro émission est désormais une réalité ici en Rhône-Alpes! Et nous irons encore plus loin: le projet HyWay prévoit dans sa seconde phase la production locale d'hydrogène à partir d'électricité renouvelable produite dans la région, visant ainsi une mobilité totalement décarbonée.»

Dans le cadre de son programme opérationnel régional développé au titre du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen, la région Auvergne-Rhône-Alpes promeut la production d'énergie renouvelable et dépense près de 100 millions d'EUR des 509 millions d'EUR alloués à la transition énergétique pour la période 2014-2020.

Ce projet national innovant vise à intégrer la filière hydrogène-énergie française à l'industrie et à rendre cette technologie plus compétitive. On estime qu'environ 100 emplois seront créés d'ici la fin du projet de trois ans.

La région Auvergne-Rhône-Alpes regroupe 80% des acteurs du secteur de l'hydrogène-énergie. Instauré en octobre 2014, le projet Hydrogen Wide Acceptance Year déploie des véhicules utilitaires hybrides batteries/hydrogène autour de plusieurs stations de recharge à Grenoble et Lyon.

HyWay met en œuvre un modèle unique et innovant de déploiement de flottes de véhicules utilitaires équipés de kits hydrogène permettant de doubler leur autonomie, autour de deux stations de recharge. Les premiers utilisateurs sont les pionniers d'une mobilité durable à base d'hydrogène. L'hydrogène est un vecteur d'énergie qui contribue à la préservation de l'environnement en répondant notamment aux défis de la mobilité décarbonée: réduire les émissions de gaz à effet de serre ainsi que la pollution en zones urbaines.

Le pôle de compétitivité Tenerrdis travaille aujourd'hui avec pas moins de huit partenaires industriels aux côtés du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) pour mener à bien ce projet de démonstration préindustrielle.

HyWay a franchi une étape importante en juin 2015, avec le déploiement de 21 véhicules et trois stations de recharge d'hydrogène à Grenoble. Les véhicules utilitaires électriques sont équipés du prolongateur d'autonomie avec pile à combustible à hydrogène basé sur une technologie du CEA et ils sont capables de parcourir 300 km par jour en conditions d'exploitation urbaine.

En février 2016, une nouvelle station de recharge d'hydrogène a été mise en place à Lyon. Elle peut recharger un véhicule en moins de sept minutes, à une pression de 350 bars. Elle peut en outre accueillir une quinzaine de véhicules par jour, soit une capacité quatre fois supérieure à la station de démonstration initiale.

Cette flotte de 50 véhicules à hydrogène est actuellement la plus grande qui sera déployée en Europe. Sur les quatre premiers mois d'exploitation, quelques véhicules ont parcouru plus de 60 000 km et ont été rechargés à des stations plus de 280 fois.

La seconde phase du projet prévoit d'élargir la production locale d'hydrogène à partir d'électricité renouvelable produite dans la région, démontrant ainsi tout le potentiel de la chaîne hydrogène complète, de la ressource renouvelable à la mobilité zéro émission.

CHANTAL MOREAU – Directrice des programmes européens, Région Auvergne-Rhône-Alpes

▶ ROYAUME-UNI

▶ LES COMMUNAUTÉS DIVISÉES SE RAPPROCHENT GRÂCE AU FINANCEMENT DU PROGRAMME PEACE

Le financement de l'UE dans le cadre du programme PEACE a métamorphosé une zone historique de conflit sectaire au cœur de la région Nord de Belfast.



Avec la création du centre communautaire de Girdwood, un lieu abandonné qui fut autrefois le théâtre de violents affrontements entre les communautés protestante et catholique voisines facilitera désormais des relations intercommunautaires positives, à travers le sport et d'autres activités sociales.

Cette transformation n'aurait pas eu lieu sans le soutien du programme PEACE III de l'UE, qui a contribué à la paix et à la stabilité en Irlande du Nord et dans la région frontalière de l'Irlande au cours de ces deux dernières décennies. Ce programme – unique parmi les 28 États membres – est en place depuis 1995 et a soutenu la région à hauteur d'environ 2 milliards d'EUR.

Le programme PEACE IV pour la période 2014-2020, qui est géré par l'organe des programmes particuliers de l'UE (Special EU Programmes Body – SEUPB), a été récemment adopté avec une allocation de 270 millions d'EUR (dont 229 millions d'EUR provenant du FEDER).

Étant donné le succès des nombreuses initiatives d'espace partagé, telles que le centre Girdwood, au sein des régions éligibles du programme PEACE III, ce financement se poursuivra dans le cadre de PEACE IV. Le programme soutiendra la création d'un grand nombre de nouveaux espaces partagés et d'initiatives locales destinées à rendre les espaces publics dans les villes et les villages plus inclusifs.

Pour garantir un impact durable dans la région, le programme PEACE IV ciblera les enfants et les jeunes au sein et en dehors de l'environnement scolaire. Tant l'Irlande que l'Irlande du Nord possèdent une forte population de jeunes: plus d'un tiers de la population d'Irlande du Nord a moins de 25 ans et n'a dès lors pas connu directement les conflits violents passés. Pourtant, les problèmes sous-jacents de ségrégation et d'exclusion restent fort courants au sein de cette tranche d'âge.

Par conséquent, un montant significatif au titre de PEACE IV assistera les jeunes marginalisés et défavorisés, des deux côtés de la frontière, qui sont susceptibles de développer un comportement antisocial ou d'être impliqués dans des activités violentes ou dissidentes. Le programme vise à éveiller en eux un sentiment d'appartenance et à les encourager à établir des liens intercommunautaires et à s'engager dans le développement de la citoyenneté.

En Irlande du Nord, 92,6% des enfants sont inscrits dans des écoles qui sont majoritairement liées à une communauté. En Irlande, plus de 90% des écoles sont détenues et gérées par l'Église catholique. Cela restreint sensiblement les opportunités de tisser des liens avec des groupes aux origines différentes et d'apprendre à leurs côtés. PEACE IV financera les initiatives d'éducation partagée pour créer des contacts directs et durables, en fonction des programmes scolaires, entre élèves et enseignants de tous horizons.

Étant donné le succès des nombreuses initiatives d'espace partagé au sein des régions éligibles du programme, une aide considérable sera octroyée pour des initiatives similaires. PEACE IV soutiendra le développement d'un grand nombre de nouveaux espaces partagés et d'initiatives locales destinées à rendre les espaces publics dans les villes et les villages plus inclusifs.

Compte tenu de l'histoire marquée par la division en Irlande du Nord et dans la région frontalière de l'Irlande, certaines catégories de la société n'ont pas encore abordé la question de la diversité et de la différence. Par conséquent, une grande partie du programme se concentrera sur la promotion de relations positives au niveau régional et au moyen de partenariats locaux gérés par les autorités.

Une approche régionale destinée à soutenir les personnes ayant souffert du traumatisme du conflit sera coordonnée par le service des victimes et des rescapés (Victims and Survivors Service) en Irlande du Nord.

Pour davantage d'informations, veuillez consulter: www.seupb.eu

JOHN McCANDLESS – Responsable de la communication, Organe des programmes particuliers de l'UE

▶ ALLEMAGNE

▶ PROTECTION CONTRE LES CRUES EN THURINGE

L'inondation catastrophique qui a touché la région de Thuringe à l'été 2013 a donné un élan supplémentaire à la mise en œuvre du plan fédéral en matière de protection contre les crues.

L'État libre de Thuringe se situe dans les hautes terres du centre de la République fédérale d'Allemagne. Il s'agit d'une région exposée aux crues. Elle comprend en effet 1 867 km de voies d'eau présentant un risque d'inondation, dont 1 273 km relèvent de la juridiction du gouvernement régional et 594 km sont du ressort de la municipalité.

Des cartes des risques d'inondation, des cartes des zones inondables et des plans de gestion des risques d'inondation ont été élaborés pour toutes les masses d'eau à risque. L'approche utilisée et la planification précise figurent dans le Programme fédéral en matière de protection contre les crues pour le cycle initial de la directive sur la gestion des risques d'inondation (2016-2021).

Le Fonds européen de développement régional (FEDER) constitue un instrument de financement idéal pour les initiatives visant à mettre en œuvre des plans de défense contre les crues. Une protection contre les crues efficace et préventive comporte des mesures de prévention des inondations, de gestion de l'utilisation des sols, ainsi que des mesures techniques de protection contre les crues, qui sont complémentaires.

La prévention des inondations passe par la communication d'informations précises visant à encourager les personnes touchées à prendre leurs propres mesures de précaution (sur le plan du comportement, des dispositions structurelles et de l'assurance) et à fournir aux services de secours les renseignements nécessaires.

Parmi les mesures conservatoires en matière d'utilisation des sols figure l'identification des zones inondables afin de limiter la construction sur ces terres. Parallèlement, des mesures décentralisées de protection contre les crues, telles que l'adaptation de l'utilisation des sols et du terrassement, peuvent minimiser les écoulements là où ils ont lieu.

Les méthodes techniques de protection contre les crues prévoient l'application de mesures structurelles qui garantissent que les masses d'eau sont capables d'absorber un volume défini d'eau en crue sans provoquer de dommages substantiels.

En Thuringe, la protection contre les crues a été mise en place pour toutes les masses d'eau présentant un risque d'inondation; la région et les municipalités sont tenues de la respecter. Les dégâts ne sont pas provoqués uniquement par les eaux en crue,



mais également par les nouvelles constructions au sein de zones potentiellement inondables et l'inadéquation des investissements destinés à pallier le risque d'inondation.

Par conséquent, Thuringe bâtira des systèmes de protection contre les crues aussi loin des masses d'eau que possible. L'élargissement des zones de drainage des inondations favorise les synergies (par exemple, un développement plus naturel de la masse d'eau, l'intégration d'un espace de relaxation et de connaissance de la nature à l'infrastructure urbaine, ainsi que la possibilité de profiter de sentiers pédestres et cyclables).

Étant donné que l'espace nécessaire à la mise en œuvre de cette mesure mènera à une augmentation des achats et des destructions d'édifices, ainsi qu'à une hausse des inondations de terrains, une nouvelle approche en matière d'aménagement sera requise.

Cette stratégie visant à élargir la section transversale de drainage pourrait poser de sérieux problèmes aux résidents et occasionner des retards en cas de conflit. Afin d'éviter ce genre de situation, Thuringe va envisager et analyser toutes les options de protection contre les crues et communiquer les résultats de ses recherches à tous les habitants concernés. L'ensemble des informations techniques sera présenté de manière accessible (voir l'événement annuel 2015 sur le FEDER page d'accueil: M. Pehlke; vidéo, visite virtuelle du projet et exposition). De tels efforts, espérons-le, limiteront le temps perdu lors de la mise en œuvre du projet.

KARSTEN PEHLKE – Directeur de la planification et **VOLKER KURZ** – conseiller principal, ministère de l'économie, des sciences et de la société numérique de Thuringe

FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX

regio-panorama@ec.europa.eu

► L'ENQUÊTE DRESSE UNE IMAGE POSITIVE DE LA VIE URBAINE EUROPÉENNE

DANS TOUTES LES VILLES VISÉES PAR L'ENQUÊTE, À L'EXCEPTION DE SIX, AU MOINS 80% DES CITOYENS EUROPEENS SE DISENT SATISFAITS

Les Européens sont dans l'ensemble très satisfaits de leurs villes, bien que les niveaux de satisfaction concernant les services révèlent de grandes variations entre les différentes zones urbaines. Voici quelques principaux constats de l'enquête, publiée récemment, sur la perception de la qualité de la vie dans les villes européennes en 2015. De plus, un certain nombre de villes ont connu une importante évolution positive depuis la dernière enquête en 2012.

Dans le cadre de l'enquête menée entre mai et juin 2015, 40 000 personnes, dans 83 villes européennes, ont été interrogées sur une série de 30 questions. Les répondants provenaient des 28 États membres de l'Union européenne ainsi que d'Islande, de Norvège, de Suisse et de Turquie. Bien qu'il soit nécessaire d'analyser les données dans le contexte particulier de chaque ville, les réponses fournissent déjà un aperçu de l'opinion publique. En outre, cette enquête est particulière, car elle se concentre sur la perception des services dans les villes ainsi que sur les opinions des habitants concernant la sécurité en ville, la présence et l'intégration des étrangers et si ces derniers estiment que la plupart des gens sont dignes de confiance.

En général, niveaux élevés de satisfaction

Globalement, le degré de satisfaction générale en ce qui concerne les villes dans lesquelles les répondants vivent est élevé. À l'exception de six villes, au moins 80% se disent satisfaits. Oslo, Zurich (les deux 99%), Aalborg, Vilnius et Belfast (toutes 98%) enregistrent les niveaux les plus élevés de satisfaction. Dans 52 des 83 villes, la majorité des répondants déclare se sentir en sécurité. Plus le nombre de répondants se sentant en sécurité est important, plus le degré de satisfaction de la vie dans la ville est élevé. Plusieurs progressions importantes en matière de satisfaction ont été enregistrées, dont la plus considérable à Athènes (67%, +15) et dans le Grand Athènes (71%, +15).

La confiance dans les concitoyens est élevée dans plus des trois quarts des villes. Dans 35 villes, au moins 70% des répondants jugent la plupart des habitants de la ville dignes de confiance et dans 66 villes, au moins 50% des répondants sont de cet avis.

La satisfaction vis-à-vis des espaces verts est aussi, en général, élevée: dans 64 villes, le degré de satisfaction s'élève à 70% au moins.

Toutefois, l'enquête révèle également des opinions divergentes entre les villes dans plusieurs réponses qui concernent l'infrastructure et les installations, telles que les transports publics; les services de soins de santé; les structures éducatives et sportives; l'état des rues et des édifices et les espaces publics.

Dans de nombreuses villes, les perspectives d'emploi et l'accès à des logements abordables restent un sujet de graves préoccupations. Il existe des différences importantes entre les villes en ce qui concerne le niveau de satisfaction à l'égard des transports publics. Par ailleurs, le nombre de citoyens utilisant quotidiennement les transports publics varie de 5% à Nicosie jusqu'à 80% à Paris. Dans de nombreuses villes, les habitants ont une mauvaise opinion à l'égard de l'efficacité de leurs services administratifs. L'enquête montre également des avis très partagés entre les villes en ce qui concerne les normes de propreté.

Accent sur les 28 capitales de l'EU

L'enquête révèle également que les capitales sont confrontées à des opportunités et des défis particuliers. Point positif, parmi les 15 premières villes utilisant les transports publics, 10 sont des capitales de l'UE. Toutefois, les habitants des capitales sont beaucoup moins satisfaits à l'égard du niveau de bruit en comparaison aux habitants des autres villes. Dans de nombreuses capitales, l'accès à des logements abordables constitue également un problème. De plus, la satisfaction à l'égard des écoles et des structures éducatives est faible dans plusieurs capitales.

SATISFACTION À L'ÉGARD DU NIVEAU DE BRUIT DANS LES CAPITALES DE L'UE

Niveau total
de
satisfaction



Dublin	82%
Helsinki	81%
Luxembourg	79%
Vienne	78%
Stockholm	77%
Riga	77%
Vilnius	76%
Londres	75%
Ljubljana	74%
Copenhague	71%
Amsterdam	69%
Tallinn	69%
Zagreb	69%
Nicosie	64%
Berlin	58%
Bratislava	57%
Prague	54%
Bruxelles	54%
Budapest	50%
Paris	47%
Varsovie	46%
Madrid	45%
Rome	45%
Lisbonne	45%
La Valette	45%
Sofia	36%
Athènes	34%
Bucarest	31%

SATISFACTION À L'ÉGARD DES ÉCOLES ET DES AUTRES STRUCTURES ÉDUCATIVES DANS LES CAPITALES DE L'UE

Niveau total
de
satisfaction



Dublin	83%
Helsinki	79%
Nicosie	79%
Ljubljana	79%
Luxembourg	78%
Prague	75%
Amsterdam	75%
Paris	71%
Zagreb	71%
Vienne	71%
Stockholm	67%
Lisbonne	66%
Londres	66%
Bruxelles	65%
La Valette	65%
Copenhague	64%
Riga	62%
Tallinn	61%
Varsovie	61%
Bratislava	55%
Berlin	53%
Vilnius	52%
Budapest	51%
Athènes	50%
Rome	50%
Madrid	50%
Bucarest	48%
Sofia	47%

« J'espère que ces observations inciteront tous les acteurs et parties concernées engagés dans le développement urbain à mettre en œuvre une approche globale pour faire face aux défis sociaux, économiques, culturels et environnementaux. »

▶ CORINA CREȚU – COMMISSAIRE EUROPÉENNE À LA POLITIQUE RÉGIONALE

TRANSPORTS PUBLICS

SATISFACTION À L'ÉGARD DES TRANSPORTS PUBLICS, TELS QUE LES BUS, LES TRAMWAYS OU LE MÉTRO

	Miskolc	Budapest	Bourgas	Cracovie	Genève	Lille	Oviedo	Nicosie	Kosice	Riga
2015	 65%	 67%	 86%	 82%	 82%	 77%	 66%	 41%	 45%	 67%
Par rapport à 2012	+25	+22	+19	+19	+19	-9	-9	-9	-12	-14

En général, l'enquête indique que les citoyens européens sont globalement satisfaits de leur situation - au moins neuf répondants sur dix se disent satisfaits de la vie qu'ils mènent et la majorité est satisfaite de l'endroit où elle vit - les appréciations de l'infrastructure et des services varient considérablement. Les avis fort divergents sur les transports publics, les services de soins de santé et l'environnement reflètent ce constat. Ces observations soulignent la nécessité de mettre en œuvre une approche globale pour relever les défis urbains sur les plans social, économique, culturel et environnemental.

Divergences sur les transports publics

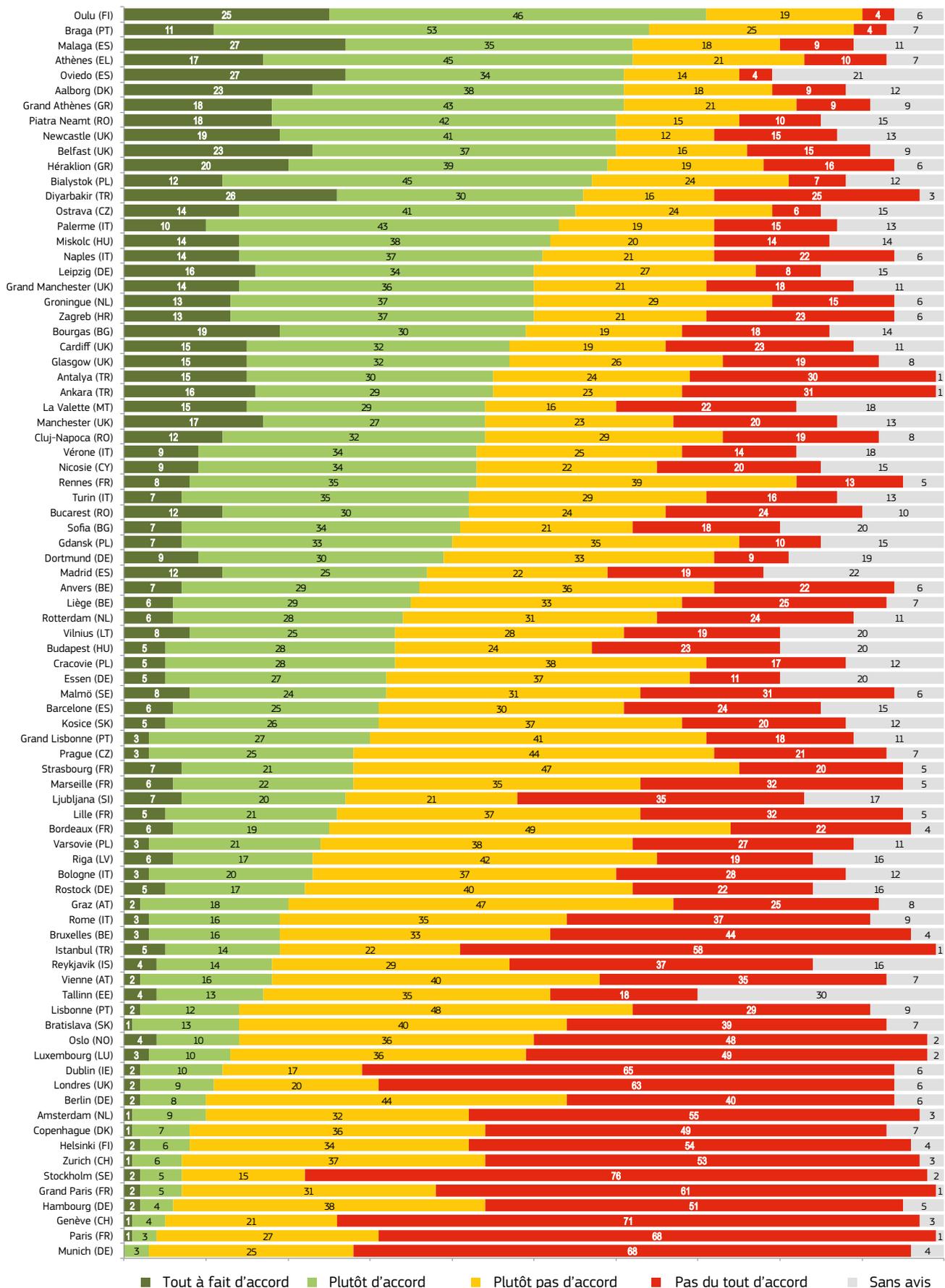
La satisfaction à l'égard des transports publics varie considérablement en fonction des villes, allant de 14% à Palerme jusqu'à 97% à Zurich. Dans 40 des 83 villes, au moins trois quarts des répondants se disent satisfaits des transports publics de leur ville. Dans plusieurs villes, un nombre important de répondants n'a pas su se prononcer sur les transports publics - par exemple à Reykjavik (30%), à La Valette (29%) à Nicosie (24%) - ce qui s'explique partiellement par le fait qu'une partie importante des habitants de ces villes n'utilise pas les transports publics.

LES PRINCIPAUX DÉFIS POUR MA VILLE

Parmi une liste de dix problèmes, trois sont considérés comme les plus graves dans les villes - les services de soins de santé, le chômage ainsi que l'enseignement et la formation. Ces trois aspects précèdent la sécurité, les transports publics, l'infrastructure routière, la pollution de l'air, les logements, les services sociaux et le bruit.

- Services de soins de santé – dans 63 des 83 villes, les services de soins de santé figurent parmi les trois problèmes les plus souvent mentionnés et arrivent en première position dans 27 villes;
- Le chômage est cité comme l'un des trois problèmes majeurs dans 52 villes et se classe en tête dans 23 villes;
- L'enseignement et la formation fait partie des trois problèmes les plus importants dans 59 des 83 villes et occupe la première place dans 18 villes;
- Le logement est considéré comme le problème le plus grave dans sept villes et est l'un des trois plus importants dans dix autres;
- La pollution de l'air figure parmi les trois problèmes principaux dans 14 villes;
- L'infrastructure routière constitue l'un des trois plus grands problèmes dans 18 autres villes;
- La sécurité est perçue comme l'un des trois problèmes les plus graves dans 16 villes;
- Les transports publics comptent parmi les trois problèmes les plus importants dans dix villes;
- Les services sociaux figurent parmi les trois problèmes principaux dans quatre villes;
- Le bruit n'apparaît dans aucune des villes parmi les trois problèmes les plus importants.

LOGEMENTS À PRIX ABORDABLES IL EST FACILE DE TROUVER UN LOGEMENT CORRECT À UN PRIX RAISONNABLE À (NOM DE LA VILLE)



Trouver un logement correct à un prix raisonnable est considéré comme un défi par la plupart des répondants dans plus de la moitié des villes visées par l'enquête. Ce problème paraît particulièrement grave dans les capitales. Le logement figure parmi les trois problèmes les plus importants dans 12 villes et se place au premier rang dans six.

PERSPECTIVES D'EMPLOI

IL EST FACILE DE TROUVER
UN EMPLOI À (NOM DE LA VILLE)

		D'accord 	Pas d'accord 
 Prague	72	24	
 Cluj-Napoca	67	22	
 Munich	62	20	
 Bratislava	62	31	
 Oslo	59	29	
 Stockholm	58	33	
 Sofia	58	34	
 Anvers	56	34	
 Varsovie	54	38	
 Hambourg	52	27	
 Zurich	52	31	
 Copenhague	51	32	
 Vilnius	51	33	
 Antalya	51	45	
 Londres	50	36	
 Palerme	3	96	
 Naples	5	93	
 Turin	9	85	
 Grand Athènes	10	85	
 Malaga	11	85	
 Athènes	11	84	
 Oviedo	9	83	
 Rome	12	83	
 Bialystok	12	82	
 Madrid	12	81	
 Miskolc	12	80	
 Lisbonne	17	77	
 Braga	17	77	
 Barcelone	17	75	
 Ostrava	19	75	

La majorité des répondants estime qu'il est facile de trouver un emploi dans seulement 14 villes. **Le chômage** est cité comme l'un des trois problèmes les plus graves (en dehors de ceux suggérés) dans 52 villes et occupe la première place dans 23 d'entre elles.

QUALITÉ DE L'AIR

ÊTES-VOUS SATISFAIT À L'ÉGARD
DE LA QUALITÉ DE L'AIR DANS
VOTRE VILLE?

		D'accord 	Pas d'accord 
 Rostock	94	5	
 Groningue	92	6	
 Bialystok	92	7	
 Zurich	91	8	
 Newcastle	90	7	
 Aalborg	89	7	
 Dublin	88	11	
 Helsinki	88	11	
 Oulu	88	11	
 Vienne	88	12	
 Belfast	86	10	
 Cardiff	86	12	
 Piatra Neamt	86	13	
 Leipzig	85	13	
 Cracovie	16	83	
 Ostrava	23	76	
 Bucarest	22	75	
 Paris	25	73	
 Athènes	27	72	
 Sofia	28	69	
 Bourgas	30	68	
 Grand Paris	30	68	
 Rome	32	68	
 Madrid	31	66	
 Barcelone	33	66	
 Palerme	34	65	
 Naples	34	65	
 Turin	35	63	
 La Valette	35	62	
 Grand Athènes	39	59	
 Graz	46	53	
 Budapest	48	51	

La qualité de l'air est l'aspect sur lequel les avis des répondants divergent le plus. Néanmoins, **la pollution de l'air** figure parmi les trois problèmes les plus importants dans 13 villes et arrive en première position dans cinq.

L'ENGAGEMENT DE MA VILLE DANS LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

	Krakow	Zagreb	Graz	Wien	Malaga	Helsinki	Vilnius	Bialystok	Budapest	Praha	Lille	Lisboa	Ankara	Brusse/Bruxelles	Istanbul
2015	60%	51%	67%	75%	58%	62%	62%	62%	55%	40%	64%	48%	52%	49%	41%
Comparaison avec 2012	+21	+15	+13	+12	+11	+10	+10	+10	+10	+10	-9	-9	-10	-10	-17

Près de deux tiers des villes visées par l'enquête (57 sur 83) pensent être engagées dans la lutte contre le changement climatique. Depuis 2012, le nombre de personnes qui partagent cet avis a considérablement augmenté dans plusieurs villes

européennes. La plus importante progression a été observée à Cracovie (60%, +21), Zagreb (51%, +15), Graz (67%, +13), Vienne (75%, +12) et Malaga (58%, +11).

Les raisons pour lesquelles les gens aiment vivre dans les villes européennes

41 000 personnes dans 79 villes européennes ont répondu aux questions de l'enquête. Toutes les capitales ont pris part à l'enquête.

Dans toutes les villes à l'exception de six, 80% des Européens se disent satisfaits de la vie dans leur ville

Belfast 98%
2

Oslo et Zurich 99%

1

Vilnius 98%
2

Dans 64 villes, la majorité des répondants se déclare satisfaite de l'état des rues et des édifices dans leur quartier

La majorité des répondants dans toutes les villes, à l'exception d'une, se dit satisfaite des équipements culturels dans leur ville

Dans 50 villes, la majorité des répondants considère que les services d'administration municipaux aident les habitants efficacement

Plus de 90% des répondants sont satisfaits de la qualité de l'air à Rostock, Bialystok et Zurich

Dans toutes les villes, à l'exception de sept, la majorité des répondants convient que la présence d'étrangers est bénéfique pour la ville

Dans 60 villes, la majorité des répondants se dit satisfaite de la propreté de la ville

72% des répondants à Prague estiment qu'il est facile de trouver un emploi

Dans 43 villes, au moins 70% des répondants affirment être satisfaits de leurs services de soins de santé

La satisfaction à l'égard des espaces publics est en général élevée dans les villes européennes

La majorité des répondants se sent en sécurité dans la quasi-totalité des villes

85% de répondants à Oulu sont satisfaits de leurs installations sportives

Dans 53 villes, au moins 80% des répondants se disent satisfaits à l'égard des espaces verts

Source: Qualité de la vie dans les villes 2016, Commission européenne.

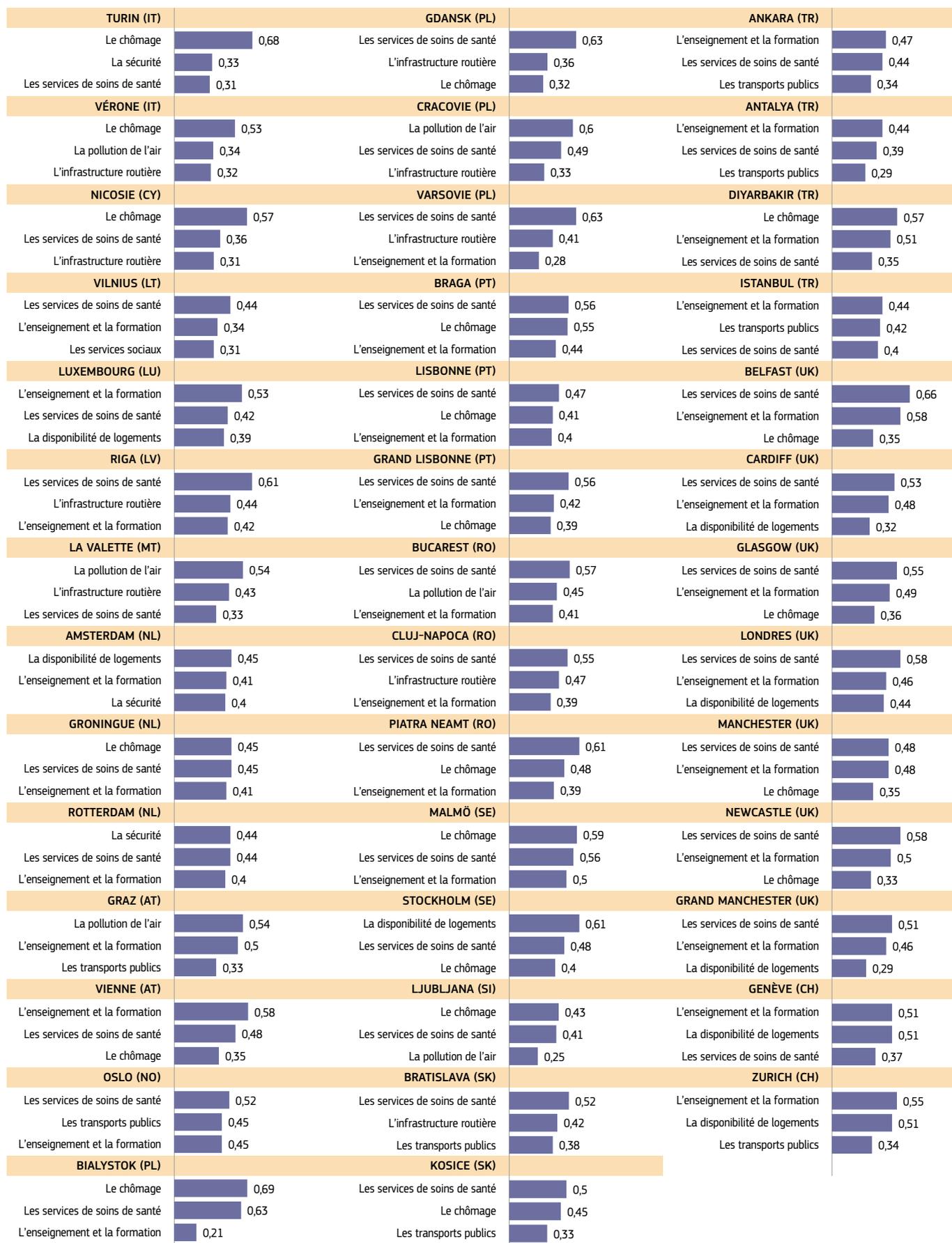
► POUR EN SAVOIR PLUS

La publication de 2015 et les publications précédentes:
<http://europa.eu/!wD39kk>

Tous les Eurobaromètres Flash sont disponibles à l'adresse suivante:
<http://europa.eu/!jx34Jp>
Rapports nationaux de l'Eurobaromètre Flash 419
<http://europa.eu/!rV86pc>

SELON VOUS, QUELS SONT LES TROIS PROBLÈMES LES PLUS GRAVES DANS VOTRE VILLE

ANVERS (BE)		MUNICH (DE)		LILLE (FR)
L'enseignement et la formation	0,45	La disponibilité de logements	0,56	Le chômage
La sécurité	0,38	L'enseignement et la formation	0,43	La sécurité
Les services de soins de santé	0,36	Les services sociaux	0,27	L'enseignement et la formation
BRUXELLES (BE)		ROSTOCK (DE)		MARSEILLE (FR)
L'enseignement et la formation	0,47	L'enseignement et la formation	0,44	Le chômage
La sécurité	0,4	Le chômage	0,35	La sécurité
Le chômage	0,38	Les services de soins de santé	0,33	L'enseignement et la formation
LIÈGE (BE)		TALLINN (EE)		PARIS (FR)
La sécurité	0,47	L'infrastructure routière	0,52	La disponibilité de logements
L'enseignement et la formation	0,43	Les services de soins de santé	0,49	La pollution de l'air
Les services de soins de santé	0,37	L'enseignement et la formation	0,3	L'enseignement et la formation
BOURGAS (BG)		DUBLIN (IE)		RENNES (FR)
La pollution de l'air	0,62	Les services de soins de santé	0,6	L'enseignement et la formation
Les services de soins de santé	0,58	La disponibilité de logements	0,45	Les services de soins de santé
Le chômage	0,37	Le chômage	0,42	Le chômage
SOFIA (BG)		ATHÈNES (GR)		STRASBOURG (FR)
Les services de soins de santé	0,48	Le chômage	0,59	Le chômage
La pollution de l'air	0,47	Les services de soins de santé	0,48	La pollution de l'air
L'infrastructure routière	0,37	La sécurité	0,4	L'enseignement et la formation
OSTRAVA (CZ)		HÉRAKLION (GR)		GRAND PARIS (FR)
La pollution de l'air	0,76	Le chômage	0,51	La pollution de l'air
Le chômage	0,71	L'infrastructure routière	0,5	La disponibilité de logements
La sécurité	0,38	Les services de soins de santé	0,47	L'enseignement et la formation
PRAGUE (CZ)		GRAND ATHÈNES (GR)		ZAGREB (HR)
L'infrastructure routière	0,49	Le chômage	0,62	Le chômage
La sécurité	0,42	Les services de soins de santé	0,5	Les services de soins de santé
La pollution de l'air	0,38	La sécurité	0,38	L'enseignement et la formation
AALBORG (DK)		BARCELONE (ES)		BUDAPEST (HU)
L'enseignement et la formation	0,55	Les services de soins de santé	0,56	Les services de soins de santé
Les services de soins de santé	0,4	Le chômage	0,51	Le chômage
Le chômage	0,33	L'enseignement et la formation	0,48	La pollution de l'air
COPENHAGUE (DK)		MADRID (ES)		MISKOLC (HU)
La disponibilité de logements	0,38	Les services de soins de santé	0,6	Le chômage
Le chômage	0,37	Le chômage	0,58	Les services de soins de santé
L'enseignement et la formation	0,37	L'enseignement et la formation	0,53	La sécurité
BERLIN (DE)		MALAGA (ES)		REYKJAVIK (IS)
L'enseignement et la formation	0,53	Le chômage	0,66	Les services de soins de santé
La disponibilité de logements	0,41	Les services de soins de santé	0,54	L'enseignement et la formation
Le chômage	0,33	L'enseignement et la formation	0,47	La disponibilité de logements
DORTMUND (DE)		OVIEDO (ES)		BOLOGNE (IT)
Le chômage	0,48	Les services de soins de santé	0,62	Le chômage
L'enseignement et la formation	0,47	Le chômage	0,52	La sécurité
L'infrastructure routière	0,32	L'enseignement et la formation	0,47	Les services de soins de santé
ESSEN (DE)		HELSINKI (FI)		NAPLES (IT)
L'enseignement et la formation	0,49	Les services de soins de santé	0,52	Le chômage
L'infrastructure routière	0,39	Les transports publics	0,49	Les services de soins de santé
Le chômage	0,32	L'enseignement et la formation	0,44	La sécurité
HAMBOURG (DE)		OULU (FI)		PALERME (IT)
L'enseignement et la formation	0,55	L'enseignement et la formation	0,6	Le chômage
La disponibilité de logements	0,47	Les services de soins de santé	0,57	Les services de soins de santé
L'infrastructure routière	0,33	Le chômage	0,35	L'infrastructure routière
LEIPZIG (DE)		BORDEAUX (FR)		ROME (IT)
L'enseignement et la formation	0,49	Le chômage	0,4	Le chômage
L'infrastructure routière	0,33	La disponibilité de logements	0,38	Les transports publics
La sécurité	0,32	L'enseignement et la formation	0,37	Les services de soins de santé



► LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE COHÉSION, ÉLÉMENT CLÉ DU DÉVELOPPEMENT DE L'ESPAGNE ET DE SON INTÉGRATION EN EUROPE

La politique de cohésion investira environ 28,6 milliards d'EUR en Espagne au cours de la période 2014-2020. Elle contribuera à mettre en place les réformes structurelles nécessaires à un développement solide et durable à moyen et long termes.

Il y a trente ans, lors de la signature de l'acte d'adhésion de l'Espagne à ce qu'on appelait à l'époque les Communautés européennes, peu auraient pu imaginer les transformations majeures que le pays a connues dans les années suivantes aux niveaux économique et social. Le commerce intracommunautaire et les réformes structurelles ont été les moteurs de la croissance économique de la deuxième moitié des années 80. Toutefois, ce cycle de prospérité ne pourrait s'expliquer sans l'investissement et l'effet stabilisateur de la politique européenne de cohésion. Par ailleurs, la politique a favorisé une répartition relativement équitable de la croissance entre les communautés autonomes, ce qui a contribué à la cohésion économique, sociale et territoriale, tel que stipulé dans le traité de Lisbonne. L'Espagne, élément déterminant de la politique de cohésion, a été et demeure l'un des principaux bénéficiaires et acteurs.

La politique de cohésion représente environ un tiers du budget de l'UE. Il s'agit de son instrument principal pour encourager l'investissement au sein des États membres et de leurs régions. Pour la période 2014-2020, plus de 350 milliards d'EUR provenant des fonds de l'UE seront alloués à cette politique qui, combinée au cofinancement national, lèvera plus de 500 milliards d'EUR.

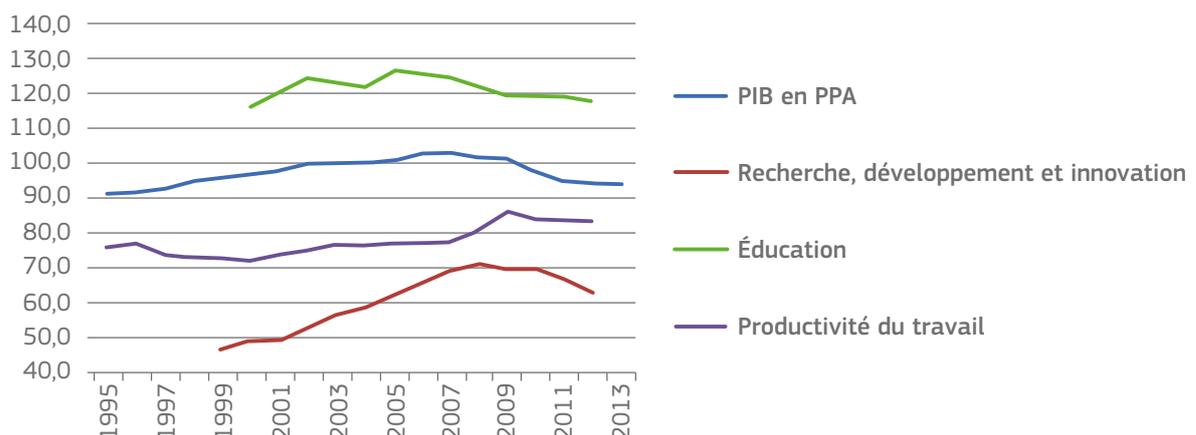
En termes absolus, l'Espagne a été le premier destinataire. Il est prévu qu'elle reçoive près de 200 milliards d'EUR entre 1989 et 2020. En termes relatifs, les principales contributions ont été versées entre 1993 et 2003, lorsque la politique de cohésion dépassait les 1 % du PIB par an et que l'Espagne recevait 25 % de l'ensemble des fonds. En tant que troisième bénéficiaire, l'Espagne reçoit actuellement 8 % des fonds, dont une contribution annuelle de la politique de cohésion à hauteur d'environ 0,3 % du PIB.

Néanmoins, son impact sur l'investissement public se révèle bien plus important. Elle soutient l'investissement non seulement du point de vue financier, mais également au niveau stratégique, grâce au renforcement du potentiel à promouvoir une croissance intelligente, durable et inclusive. Sa contribution en Espagne s'est avérée d'autant plus capitale lors de la récente crise économique, passant de 9 % de l'investissement public en 2010 à près de 27 % en 2013.

Des résultats probants

Tant l'Espagne que ses communautés autonomes se sont sensiblement rapprochées de la moyenne européenne depuis le milieu des années 90 jusqu'en 2007. L'éclatement de la bulle immobilière et la crise qu'il a provoquée ont révélé les faiblesses du modèle de développement espagnol, caractérisé par des activités à faible valeur ajoutée et une productivité stagnante inférieure à la moyenne européenne. Par conséquent, le processus de convergence a été inversé, non seulement en ce qui

PIB PAR HABITANT EN PPA (PARITÉ DE POUVOIR D'ACHAT), DÉPENSES EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT EN % DU PIB, NOMBRE DE PERSONNES TITULAIRES D'UN DIPLÔME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL (SOURCE: EUROSTAT)



concerne le PIB par habitant, mais également à d'autres niveaux (recherche et développement, nombre de personnes titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, etc.). La tendance relativement favorable au début de la crise en matière de productivité du travail s'explique principalement par la diminution du travail manuel et des activités moins productives.

La politique de cohésion a joué un rôle capital en faveur de la convergence lors des années de croissance et a limité les dommages subis pendant la crise. Les principaux modèles macroéconomiques visant à simuler son impact estiment que le PIB espagnol a été supérieur de 0,9% et 0,5% grâce, respectivement, aux programmes de la période 2000-2006 et aux fonds reçus entre 2007 et 2013. Pour la période 2014-2020, la politique de cohésion devrait augmenter le PIB espagnol de 0,4%; les communautés autonomes bénéficiant de davantage de fonds connaîtront un impact plus grand.

En outre, la politique a été mise en place au moment opportun pour adapter l'investissement aux besoins spécifiques. L'accent placé initialement sur les principales infrastructures a été progressivement réorienté vers la recherche, le développement et l'innovation, les TIC, la compétitivité des PME et l'énergie à faible émission de carbone. Ces domaines ont reçu plus de 46% des fonds FEDER et ESI, alors que les investissements en matière d'emploi, d'éducation et d'inclusion sociale représentent près d'un tiers du montant total.

Priorités de cofinancement pour la période 2014-2020

La priorité principale concerne l'investissement dans le capital humain, notamment l'augmentation de la productivité du travail et de l'accès à l'emploi, ainsi que l'amélioration de l'éducation, la formation et l'inclusion sociale, en particulier pour les jeunes et les groupes vulnérables. Le système d'enseignement et de formation doit être adapté pour offrir aux jeunes une aide appropriée – la mise en œuvre de l'initiative pour l'emploi des jeunes y contribuera. Grâce au soutien de la politique de cohésion, le taux d'emploi devrait augmenter de 59% en 2012 à 74% en 2020, le taux d'abandon scolaire devrait diminuer de 25% en 2012 à environ 15% en 2020 et

1,5 million de personnes pourraient sortir de l'exclusion sociale ou échapper au risque de pauvreté.

Deuxièmement, le système productif devrait évoluer vers une augmentation des activités à plus forte valeur ajoutée, en stimulant la compétitivité des PME, en encourageant l'entrepreneuriat et les jeunes entreprises, en améliorant les niveaux de productivité et en renforçant leur présence sur les marchés internationaux. Les entreprises doivent avoir accès au financement, grâce à des garanties, au capital-risque, à des prêts remboursables, etc. L'Espagne sera la première à mettre en place l'initiative PME. La politique de cohésion devrait permettre à l'ensemble de la population de disposer d'une vitesse de connexion Internet de 30 Mbps d'ici 2020. Par ailleurs, le nombre d'entreprises exportatrices augmentera considérablement. Des investissements dûment sélectionnés dans le secteur des transports sont également prévus lorsque cela s'avère nécessaire pour pallier les goulets d'étranglement qui affectent l'activité économique.

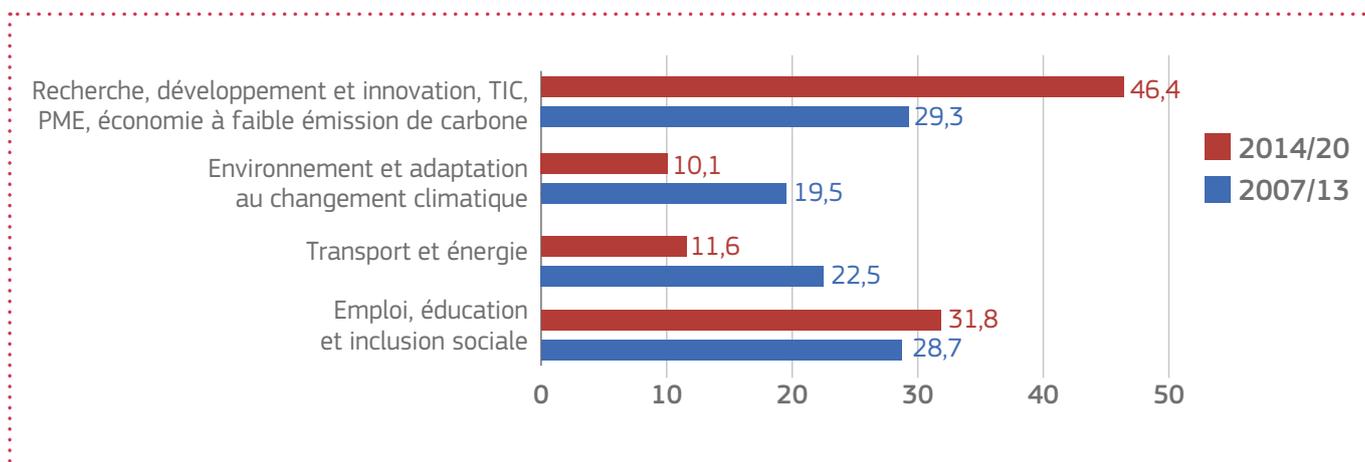
Un climat d'affaires favorable pour l'innovation et la spécialisation intelligente (RIS3) sera encouragé et le domaine de la recherche et du développement renforcé. On estime que la politique de cohésion contribuera à l'augmentation de la participation privée à des activités de recherche et développement de 45% en 2012 à 60% en 2020 et que 25% des entreprises de plus de 10 salariés adopteront des innovations technologiques (contre 13% en 2012).

Finalement, une utilisation plus durable des ressources naturelles sera encouragée, les énergies renouvelables seront soutenues et l'efficacité énergétique sera améliorée dans les bâtiments publics, les logements, les PME, etc. Le transport urbain durable et la biodiversité seront également promus et des investissements ciblés en matière d'environnement seront réalisés afin d'atteindre les exigences de l'UE.

► POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/information/maps/methodological_note_eu_spi.pdf
www.eif.org/what_we_do/guarantees/sme_initiative/index.htm

RÉPARTITION DE L'ALLOCATION TOTALE POUR LA POLITIQUE DE COHÉSION EN ESPAGNE PAR OBJECTIF THÉMATIQUE EN % (2014-2020 VS. 2007-2013) (SOURCE: COMMISSION EUROPÉENNE, DG REGIO)



► COMPRENDRE LE PROGRÈS SOCIAL

FAITES-NOUS PART DE VOTRE OPINION CONCERNANT LE PROJET D'INDICE RÉGIONAL DU PROGRÈS SOCIAL

DG REGIO a publié un nouveau projet d'indice régional du progrès social (IPS), ouvert à l'avis des parties prenantes et aux commentaires du public. Il vise à mesurer le niveau de progrès social de 272 régions européennes, parallèlement aux mesures traditionnelles du progrès économique, basées sur le PIB, les revenus et l'emploi.

La mesure du progrès social permet de façonner les stratégies de développement des régions européennes. L'indice évalue la performance absolue sur une échelle de 0 à 100 des 50 indicateurs destinés à mesurer ses composantes.

Les derniers chiffres montrent que, globalement, les régions de Roumanie et Bulgarie enregistrent l'IPS le plus faible, alors que les régions nordiques et néerlandaises affichent le niveau le plus élevé. Les niveaux de progrès social sont également forts en Autriche, en Allemagne, au Luxembourg, en Irlande et au Royaume-Uni. La Belgique, la France et l'Espagne sont bien placées, même si certaines de leurs régions obtiennent des résultats considérablement inférieurs au reste du pays. En Grèce et dans le sud de l'Italie, quelques régions enregistrent un niveau très bas. Par contre, l'Estonie, plusieurs régions de République tchèque et l'est de la Slovaquie affichent de bons scores, malgré leur niveau relativement faible de développement.

La comparaison entre l'IPS et le produit intérieur brut (PIB) par habitant, une des mesures de l'activité économique, révèle un lien fort et positif entre les deux, qui s'affaiblit lorsque les niveaux de PIB par habitant sont plus élevés. Cela est particulièrement manifeste dans les capitales. Par exemple, Bucarest, Bratislava, Prague, Bruxelles, Luxembourg et Londres enregistrent toutes un niveau d'IPS relativement bas, comparé à leur PIB par habitant. D'autres régions affichent un niveau plus élevé que leur PIB par habitant pourrait suggérer. C'est le cas pour les régions nordiques et la plupart des régions des Pays-Bas, mais également pour la Podlachie en Pologne, ainsi que pour les Cornouailles, l'ouest du pays de Galles et la région des vallées au Royaume-Uni.

L'IPS a été établi pour aider les régions à étudier leurs forces et leurs faiblesses par rapport à des régions présentant une performance économique similaire. Celles-ci peuvent être examinées de manière plus approfondie grâce aux fiches d'évaluation régionales qui sont disponibles en ligne: http://ec.europa.eu/regional_policy/en/information/maps/social_progress

FONCTIONNEMENT

L'INDICE S'ARTICULE AUTOUR DE TROIS DIMENSIONS:

- 1 LES BESOINS HUMAINS ÉLÉMENTAIRES
- 2 LES BASES DU BIEN-ÊTRE
- 3 LES OPPORTUNITÉS

Les cartes des trois dimensions peuvent être visualisées sur: http://ec.europa.eu/regional_policy/mapapps/social_progress/spi.html

Chaque dimension est constituée de quatre composantes thématiques. Les 12 composantes qui en résultent révèlent de grandes disparités au sein des États membres et entre eux. Elles couvrent des sujets tels que l'accès aux soins de santé, la qualité et l'accessibilité au logement, la sécurité personnelle, l'accès à l'enseignement supérieur et la pollution de l'environnement.

L'indice est né de la coopération entre la direction générale de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne, la Social Progress Imperative et Orchestra – l'Institut basque de la compétitivité. Il s'inspire du cadre général de l'Indice de progrès social, qui a été adapté à l'UE. Toutefois, ce nouvel indice n'a nullement pour vocation d'affecter des fonds et il ne lie pas la Commission européenne.

Ce projet d'indice est publié afin de recueillir l'avis des parties prenantes sur ces sujets, ainsi que sur les indicateurs repris et la manière dont ces derniers sont combinés en un résultat unique et final pour chaque région.

Veillez envoyer vos commentaires et vos suggestions à: REGIO-B1-PAPERS@ec.europa.eu

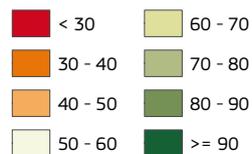
Une version révisée de l'indice régional de progrès social sera publiée en octobre 2016.

►POUR EN SAVOIR PLUS
<http://europa.eu/dg63bB>



Indice de progrès social de l'UE

Indice



Source: DG REGIO



© EuroGeographics Association pour les limites administratives

► PROJET «VILLES DU MONDE»: LA COOPÉRATION INTERNATIONALE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

L'urbanisation représente un enjeu mondial qui doit être géré de manière durable et inclusive. Ronald Hall, conseiller principal en coopération internationale de la direction générale de la politique régionale et urbaine (DG REGIO), examine la contribution du projet «Villes du monde» au développement urbain tant au sein de l'UE qu'en dehors.

Selon les Nations unies, en 2014, 54% de la population mondiale habitait en zone urbaine, contre seulement 30% en 1950, un chiffre qui devrait augmenter à 66% d'ici 2050. Le niveau d'urbanisation varie grandement d'un continent à l'autre. Les régions les plus urbanisées se trouvent en Amérique du Nord (82%), en Amérique latine et dans les Caraïbes (80%), ainsi qu'en Europe (73%). En 2014, l'Afrique (40%) et l'Asie (48%) demeuraient relativement rurales.

Dans les années à venir, il est prévu que la tendance à l'urbanisation deviendra encore plus importante à l'échelle mondiale. L'Afrique et l'Asie devraient logiquement rattraper les autres régions, avec des taux de population urbaine de 56% et 64% respectivement d'ici 2050. Pour les décideurs politiques du monde entier, le défi consistera à veiller à ce que ce processus soit géré d'une manière durable et inclusive. Les pays émergents chercheront à mettre en place un modèle de développement urbain efficace, tandis que les économies industrielles plus avancées tenteront de remédier aux erreurs commises lors des précédentes urbanisations.

Une double approche

La promotion d'un développement régional et urbain durable constitue une priorité majeure de l'UE et un élément central de la politique régionale et urbaine de l'UE. Comme l'a récemment déclaré Walter Deffaa, le directeur général de la DG REGIO, à Bombay, «nous poursuivons une double approche. D'une part, au sein de l'UE, nous utilisons les moyens dont nous disposons en matière de réglementation et d'investissements et nous développons des réseaux de connaissances entre nos villes et, d'autre part, en dehors de l'UE, nous cherchons à enrichir et renforcer notre capacité dans le domaine de la politique urbaine, grâce à la coopération avec les grandes villes des autres pays.»



► En janvier 2016, Walter Deffaa, directeur général de la politique régionale et urbaine, a pris la parole à la conférence mondiale des villes à Bombay, en Inde.

En relevant les défis posés par l'urbanisation rapide, la DG REGIO a collaboré, ces dix dernières années, avec ses homologues des pays tiers à la politique de développement régional et urbain. Le Parlement européen a vivement soutenu cet effort, en allouant des ressources à un grand nombre de sujets liés à la politique de développement régional et urbain. Depuis 2014, ce soutien a pris la forme d'une action préparatoire (AP), appelée «Villes du monde: coopération entre l'UE et les pays tiers pour le développement urbain», mise en œuvre par la DG REGIO entre 2014 et 2016 (période désormais étendue à 2017).

L'élément central de l'AP «Villes du monde» est un projet, portant le même nom, qui aide l'UE à promouvoir son modèle de développement urbain ascendant et intégré auprès des pays partenaires. Il soutient la coopération décentralisée entre les autorités régionales et urbaines et les autres parties prenantes au sein des pays de l'UE et des pays tiers dans le cadre d'un processus interactif à double sens.

«Villes du monde» s'appuie sur le rôle émergent de la coopération en matière de développement urbain dans les relations diplomatiques de l'UE avec le reste du monde. Cette coopération est particulièrement manifeste en ce qui concerne les relations avec la Chine. En mai 2012, les dirigeants de l'UE et de Chine ont lancé conjointement le partenariat sur l'urbanisation, créant une plateforme politique ouverte permettant à leurs parties prenantes respectives de coopérer et de partager leurs expériences pour répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux de l'urbanisation.

Travail en binôme

Le projet «Villes du monde» progresse bien. D'une part, il promeut la coopération entre un groupe présélectionné de régions et de villes des États membres de l'UE. D'autre part, il associe des régions et villes de quatre pays tiers partenaires qui connaissent des expériences diverses en matière de développement urbain: le Canada, la Chine, l'Inde et le Japon. En coopération avec les autorités nationales compétentes, quatre ou cinq villes dans chaque pays partenaire travaillent directement avec leurs homologues européennes en groupes de deux villes jumelées.

Les villes de l'UE ont été sélectionnées en raison de leur valeur en tant qu'espaces de démonstration et leur volonté de définir et de développer des actions ou programmes concrets avec des villes de pays tiers, y compris celles ouvrant de nouvelles opportunités commerciales.

Parmi les sujets de coopération figurent le développement urbain «vert», l'efficacité énergétique et la mobilité durable, ainsi que l'environnement des entreprises, notamment la promotion des systèmes d'innovation régionaux et urbains, l'internationalisation des PME, la promotion des jeunes entreprises, etc. «Villes du monde» inclut des acteurs non traditionnels originaires des pays de l'UE et des pays tiers, tels que des entreprises, des agences de transfert de technologies, des universités et des centres de recherche. Il réunit les représentants des villes lors de conférences plénières, réunions bilatérales et visites entre villes dans les pays partenaires et en Europe.

«Un voyage riche en découvertes»

La ville portugaise d'Almada est jumelée à Saanich au Canada. Selon Mark Boysen de Saanich, la relation entre les deux villes dans le cadre du projet «Villes du monde» a été un «voyage riche en découvertes». Ce qui intéresse particulièrement Saanich, c'est de découvrir comment Almada, lauréate du prix de la semaine de la mobilité européenne en 2010, a réussi à réduire considérablement ses émissions de gaz à effet de serre liées au transport depuis 2001. Almada a récemment lancé une nouvelle initiative, qui consiste à donner aux nouveaux arrivants un kit de bienvenue sur la mobilité durable, qui comprend des informations sur les systèmes de transport de la ville, une carte intégrée du transport public et des billets de transport gratuits. Almada a également investi dans des mesures éducatives pour tous les âges. Saanich échange des connaissances avec Almada, puisqu'elle cherche à améliorer la répartition modale et la mobilité durable.

Intérêts communs

Ce projet a abouti à la création d'une plateforme électronique et collaborative en ligne, destinée à échanger des informations et des bonnes pratiques pour fournir une assistance technique aux décideurs politiques et aux experts en matière d'urbanisation sur des sujets tels que les liens entre zones urbaines et rurales. Elle contribuera au renforcement du dialogue entre les villes de l'UE et des pays tiers, au-delà de celles participant au jumelage de villes.

Le projet a suscité un véritable enthousiasme, tout comme les échanges entre les villes confrontées à des défis similaires et le partage d'informations et de bonnes pratiques. Dans le cas de l'UE et de la Chine, les villes jumelées ont déjà signé des protocoles d'accord visant à établir les priorités convenues et à structurer leur coopération.

Le projet «Villes du monde» renforcera les relations avec les principaux partenaires de l'UE grâce au développement d'outils et de solutions conjoints pour des problèmes similaires. Les enseignements tirés se révéleront importants pour les futurs projets et programmes de l'UE en matière de relations extérieures, notamment ceux prévus dans le cadre de l'instrument de partenariat de l'UE. Au travers d'actions novatrices telles que «Villes du monde», l'UE joue un rôle moteur dans la création d'un nouveau programme international sur le développement urbain et apporte une véritable valeur ajoutée à la diplomatie internationale.

VILLES JUMELÉES

CHINE-UE

WUHAN-BARCELONE (ES); CHENGDU-DUBLIN (IE);
CANTON-LYON (FR); SHANTOU-ANDALOUSIE (ES);
TIANJIN-WEST MIDLANDS (UK)

INDE-UE

BOMBAY-COPENHAGUE (DK); NAVI MUMBAI-
STUTTGART (DE); CHANDIGARH-RÉGION DU LATIUM
(IT); PUNE-VARSOVIE (PL)

CANADA-UE

EDMONTON-VITORIA-GASTEIZ (ES); HALIFAX-
TALLINN (EE); OTTAWA-HANOVRE (DE); SAANICH-
ALMADA (PT)

JAPON-UE

KITAKYUSHU-RIGA (LV); KUMAMOTO-LEIPZIG (DE);
TOYAMA-BOURGAS (BG); SHIMOKAWA-VÄXJÖ (SE)

► POUR EN SAVOIR PLUS

<http://world-cities.eu/>

<http://europa.eu/!Qk84KC>

► CONTRÔLER LES SERVICES DE TRANSPORT FERROVIAIRE DE PASSAGERS

LES INDICATEURS RÉGIONAUX ET URBAINS CONTRIBUENT AUX INVESTISSEMENTS DANS LES LIGNES FERROVIAIRES

Au cours de la période de programmation 2014-2020, la politique de cohésion allouera près de 19 milliards d'euros aux investissements ferroviaires dont la plupart est en cours de réalisation dans les régions moins développées. Les indicateurs comparables sur l'infrastructure ferroviaire et son fonctionnement sont des éléments importants en ce qui concerne la conception et la mise en œuvre de la politique.

Un document de travail récent révèle une progression importante en matière d'analyse des services ferroviaires en Europe. Pour la première fois, il fournit des informations exhaustives et comparables sur la vitesse et la fréquence des services de transport de passagers, dans l'ensemble de l'UE et en Suisse.

Grâce aux efforts considérables en matière de collecte et de traitement des données, il est désormais possible d'identifier les différences considérables dans les services ferroviaires au sein de l'Europe et d'indiquer les pays, les régions et les villes qui offrent des services particulièrement bons ou mauvais.

Le document de travail présente une analyse du fonctionnement de tous les services de transport de passagers au cours d'un jour particulier en 2014. Les données collectées ont permis d'obtenir des estimations moyennes de fréquence et de vitesse pour toutes les liaisons ferroviaires directes.

Par exemple, la carte de la vitesse moyenne des liaisons met en évidence les performances exceptionnelles des lignes spéciales à haute vitesse ou des réseaux modernisés, mais souligne également les problèmes de vitesses inférieures à 60 km/h, observés sur la plupart des réseaux en Roumanie, Bulgarie et dans certaines parties de la Grèce. Si ces réseaux permettaient de développer une vitesse de 80 km/h ou plus, ils pourraient jouer un rôle plus important dans le domaine du transport de passagers.

Suivi de l'accessibilité

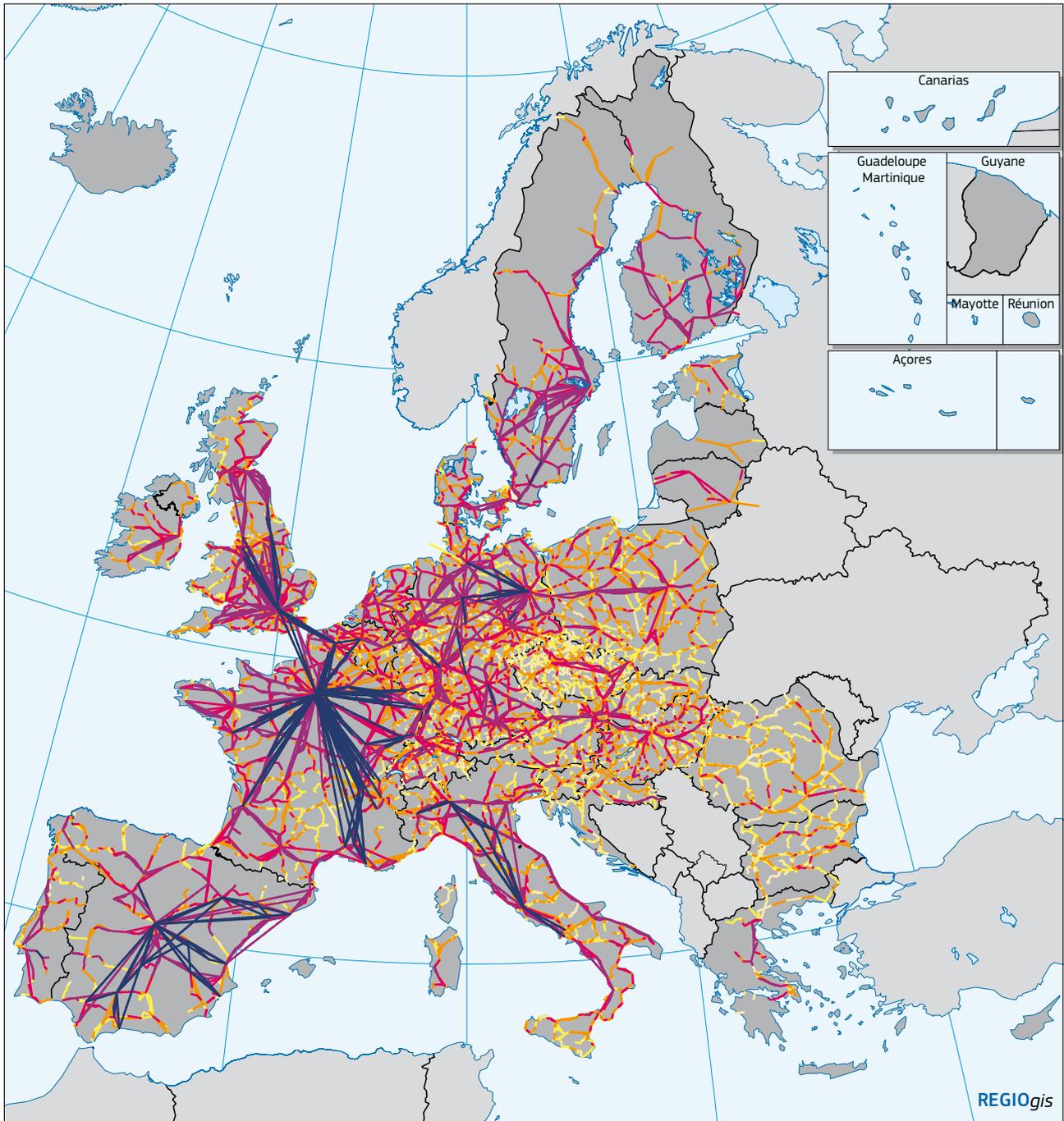
Le document de travail traitait également de la vitesse et de la fréquence des services mis en commun selon les pays et les régions, et il a proposé un indicateur de l'accessibilité des passagers au transport ferroviaire entre les villes. Pour chaque ville, cet indicateur synthétise le nombre total des autres villes qui peuvent être atteintes en trois heures, en prenant en compte la durée totale du voyage, y compris les temps d'arrêts nécessaires, mais en se limitant aux destinations pertinentes dans le cadre de voyages pendant la journée.

Tout en sachant que l'accessibilité dépend certainement d'un taux d'urbanisation élevé, il est important de remarquer que les zones fortement urbanisées dans les régions orientales de l'Union européenne et dans certaines régions du sud possèdent toujours un accès limité aux services de transport ferroviaire.

Enfin, une comparaison des vitesses moyennes des voyages courts entre les villes avec les liaisons à l'intérieur des pays et les liaisons transfrontalières a été effectuée. L'étude montre que les liaisons transfrontalières entre les villes fonctionnent presque toujours à des vitesses inférieures aux vitesses obtenues dans les liaisons nationales. Les temps d'attente aux frontières et le manque de coordination des horaires des services peuvent expliquer certaines différences de performance.

Une analyse plus approfondie des informations relatives aux horaires ferroviaires sera possible dès que l'intégration des modèles de données ferroviaires à l'échelle européenne aboutira.

► POUR EN SAVOIR PLUS
<http://europa.eu/!tV48bN>



Vitesse moyenne des liaisons ferroviaires directes, 2014

km/h

- ≤ 40.0
- 40.1 - 60.0
- 60.1 - 80.0
- 80.1 - 100.0
- 100.1 - 150.0
- > 150.0

■ pas de données/données incomplètes

Vitesse calculée en suivant des lignes droites représentant les liaisons entre deux arrêts prévus. Tous les voyages directs entre les stations géolocalisées, démarrant entre 6h00 et 20h00 le 02/10/2014 (EE, IE: 2013; EL, Corse, Irlande du Nord: 2015). Sources: UIC, www.peatus.ee, National Transport Authority Irlande, TrainOSE Grèce, Chemins de Fer de la Corse, Translink Northern Ireland Railways, EuroGeographics, OpenStreetMap, TomTom, RRG, DG REGIO

0 500 Km

© EuroGeographics Association pour les limites administratives

► UNE PROMENADE DANS LE PARC

L'ACCÈS AUX ZONES VERTES URBAINES DANS LES VILLES EUROPÉENNES

.....
Une méthodologie d'utilisation des indicateurs pour l'évaluation de la présence, de la disponibilité et de l'accessibilité des zones vertes urbaines dans les villes en Europe a été mise au point.
.....

Les espaces verts dans les villes tels que les parcs, les jardins publics et les forêts environnantes remplissent diverses fonctions, allant d'un rôle écologique à une fonction récréative. Ils apportent également une valeur esthétique et jouent un rôle important dans la promotion de la santé publique. Ils contribuent, d'une manière générale, à améliorer la qualité de la vie des résidents.

Il est relativement simple de mesurer la présence effective et la surface occupée par les espaces verts dans les villes grâce à l'utilisation des sources de données statistiques existantes. Toutefois, la seule existence de ces espaces ne garantit pas qu'ils puissent remplir leurs fonctions pour la majorité de la population urbaine. Les espaces verts peuvent se limiter uniquement à certaines zones de la ville, ce qui peut, par exemple, compliquer l'accès aux piétons.

Pour ces raisons, une méthodologie prenant en compte tant la répartition de la population que la répartition des espaces verts dans les villes a été mise au point. Cette méthodologie développe des indicateurs sur la proximité des espaces verts de la population urbaine.

Progression

Pour atteindre des résultats comparables, des sources de données harmonisées au niveau européen, telles que les données sur l'utilisation des sols de l'Atlas urbain Copernicus et les données démographiques fondées sur des recensements dans la résolution spatiale la plus fine possible, ont été utilisées. En combinant ces données à un réseau urbain complet, il est possible de calculer la surface totale des espaces verts qu'un citadin peut rejoindre en 10 minutes à pied.

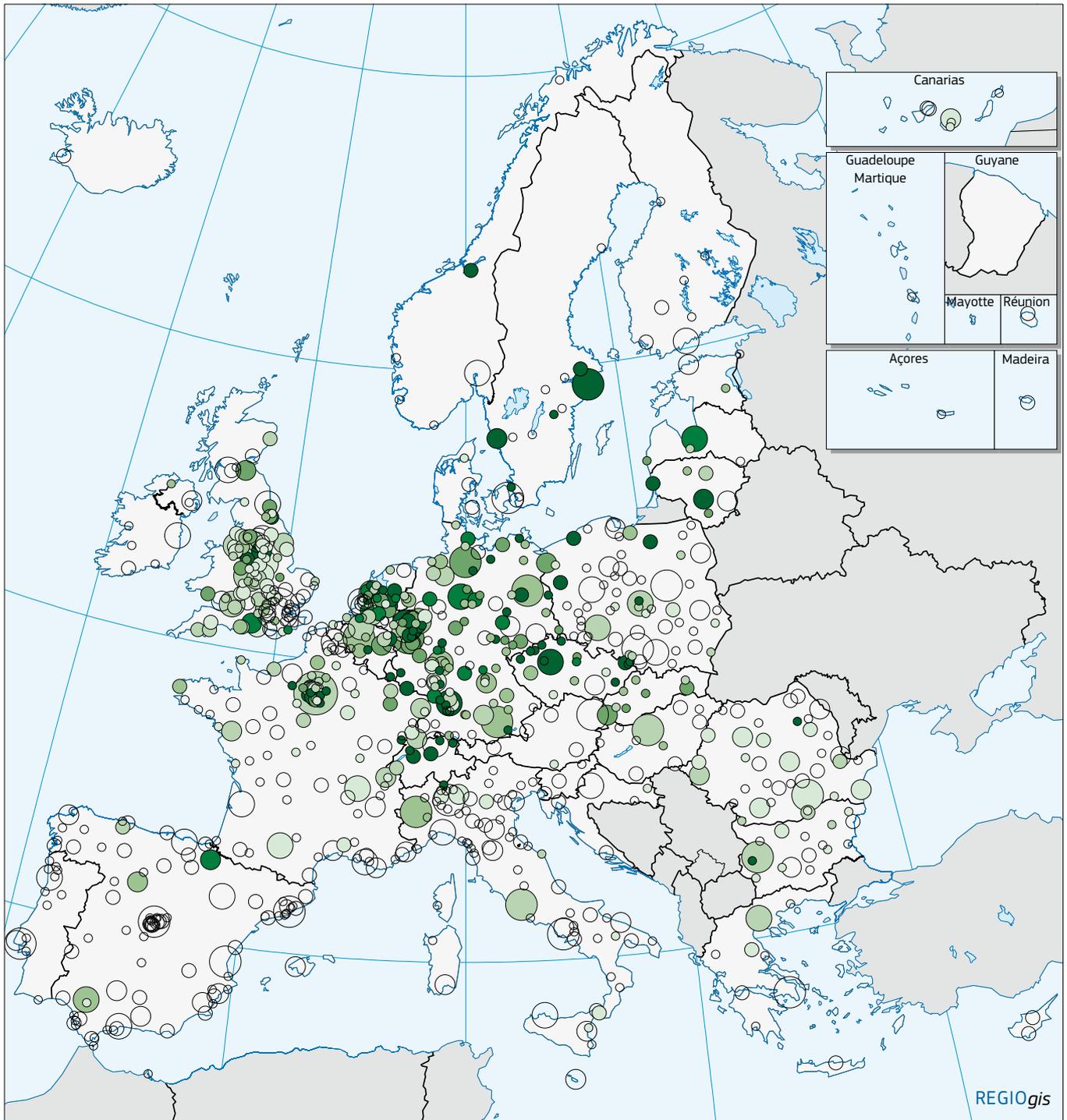
À l'échelle de toute la ville, la valeur médiane de cet espace vert voisin (indiqué sur la carte) met en évidence les différences de proximité des zones vertes pour la population urbaine. Parmi les capitales, la valeur médiane des espaces verts voisins varient de moins de 15 hectares dans les villes telles que Bucarest, Paris, Budapest, Rome ou Sofia à plus de 50 hectares à Prague et à Stockholm.

Un document de travail décrit cette méthodologie et les résultats de manière plus détaillée. Il démontre également que les nouveaux indicateurs fournissent des informations supplémentaires sur la présence et la distribution des espaces verts. Comme la production de données de l'Atlas urbain n'est pas encore achevée, l'étude sera complétée par d'autres villes dans un avenir proche. Les données complètes et mises à jour ventilées par ville seront disponibles sur le site Inforegio.

.....
► POUR EN SAVOIR PLUS

<http://europa.eu/!rX73Dj>

<http://land.copernicus.eu/local/urban-atlas>
.....



Accès aux espaces verts dans les villes, 2012

Hectares

- < 10
- 10 - 15
- 15 - 20
- 20 - 25
- 25 - 30
- >= 30
- Pas de données

Population des centres urbains

- < 100 000
- 100 000 - 250 000
- 250 000 - 500 000
- 500 000 - 1 000 000
- 1 000 000 - 5 000 000
- >= 5 000 000

Zone médiane, pondérée en fonction de la population, des espaces verts urbains et des forêts, qui peut être atteinte en 10 minutes de marche.

Sources: Copernicus Urban Atlas, NSIs, TomTom, REGIO-GIS

0 500 Km

© EuroGeographics Association pour les limites administratives

► NOUVELLES

[EN BREF]

▼

L'APPRENTISSAGE PAR LE JEU



Ces dernières années, la direction générale de la politique régionale et urbaine a élaboré différents produits ludiques et éducatifs destinés aux jeunes (d'environ 8 à 13 ans) et aux ensei-

gnants. Le plus récent et innovant est le web-documentaire «Partenaires», un jeu d'enquête qui combine une gamme complète d'outils multimédias et qui emmène les joueurs vers six régions de l'Union européenne. L'enquête permet de passer en revue les activités de la politique régionale qui encouragent le développement des régions de l'Union européenne, ainsi que les liens qui unissent ces régions et leurs citoyens. La version numérique adaptée de la bande dessinée «Partenaires» offre une expérience ludique, mais également instructive.

► **POUR EN SAVOIR PLUS**
http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/edu

▼

LES CONCOURS PHOTO RÉGIONAUX AU CENTRE DE L'ATTENTION

Cette année, le concours photo «L'Europe dans ma région» a fait partie d'une campagne plus vaste visant à encourager les citoyens à visiter et découvrir les projets financés par l'UE dans leur région. En mai 2016, plusieurs projets en Europe vont ouvrir leurs portes au public, dans le cadre d'une campagne de sensibilisation plus large. Les autorités de gestion ont publié des informations concernant les événements prévus sur une carte interactive disponible sur le site Inforegio (voir le lien ci-dessous).

Par ailleurs, certains de ces projets participeront à une «chasse au trésor»: des indices seront cachés dans les lieux où se situent les projets et le public sera invité à les trouver. Des récompenses seront attribuées aux meilleures photos et aux participants à la «chasse au trésor». Comme les années précédentes, le concours photo traditionnel sur Facebook aura également lieu, mais la période d'envoi des photos sera élargie et s'étendra désormais de mai à août. Toutes les informations se trouvent sur Inforegio ou la page Facebook «Europe in my region».

► **POUR EN SAVOIR PLUS**
<http://europa.eu/!WV98rM>

▼

CCRE

L'édition de cette année du congrès du Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) aura lieu à Nicosie (Chypre) du 20 au 22 avril. Cet événement représente une opportunité pour les maires, les conseillers et les présidents de régions de se rencontrer et d'aborder des questions telles que la migration, le changement climatique, les finances locales, les réformes territoriales, etc. Un certain nombre de dirigeants de l'UE, de représentants des Nations unies, d'experts, d'universitaires et de représentants de la société civile y participeront également. Les personnes souhaitant s'inscrire peuvent le faire via le lien ci-dessous.



► **POUR EN SAVOIR PLUS**
www.cemr2016.eu/fr/

PLAN D'ACTION POUR LES MARCHÉS PUBLICS

Une nouvelle étude publiée par la Commission européenne sur la capacité administrative en ce qui concerne les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) offre un aperçu unique et sans précédent des capacités, structures, systèmes et pratiques actuellement mis en place au sein de l'UE pour renforcer la qualité des marchés publics.

Conformément à l'initiative pour un «budget de l'UE axé sur les résultats», la Commission prend des mesures pour garantir que l'argent des contribuables est dépensé de manière efficace et transparente dans le but d'obtenir de meilleurs résultats. Près de la moitié des allocations des Fonds ESI est introduite dans l'économie réelle via les marchés publics.

Cette étude est basée sur une recherche documentaire pour l'ensemble des 28 États membres, des entretiens sur le terrain dans 15 États membres, des études de cas en République tchèque et au Portugal, ainsi qu'une enquête en ligne des praticiens de toute l'UE. Elle évalue les forces et les faiblesses de chaque système, présentées dans 28 profils de pays. Elle dresse également une liste de 35 bonnes pratiques qui pourraient être utilisées par les décideurs politiques pour améliorer la capacité administrative, en particulier en matière de ressources humaines, de systèmes et outils, ainsi que de structures de gouvernance. En fait, sur la base d'une analyse approfondie, le document formule des recommandations spécifiques pour améliorer les résultats au niveau tant de l'UE que des États membres.

► **POUR EN SAVOIR PLUS**
<http://europa.eu/!vF38WH>

DES DONNÉES OUVERTES POUR AMÉLIORER LA PERFORMANCE

1) QUELS TYPES D'INFORMATIONS SONT DISPONIBLES SUR LE PORTAIL «DONNÉES OUVERTES» DES FONDS ESI?

Le portail se concentre principalement sur la période de financement 2014-2020, couvrant l'ensemble des cinq Fonds ESI ainsi que l'initiative pour l'emploi des jeunes. Il offre une



vue d'ensemble du financement et des indicateurs communs des programmes relevant des Fonds ESI. Le catalogue de données sur le portail comprend également des ensembles de données liées aux résultats du financement de la politique de cohésion pour la période 2007-2013 (Fonds de cohésion, FEDER et FSE).

2) QUELS SONT LES SERVICES OFFERTS PAR LE PORTAIL?

Grâce aux visualisations en ligne, il fournit un aperçu clair des investissements effectués au titre des Fonds ESI et de leurs résultats escomptés. Les utilisateurs peuvent également accéder aux ensembles de données brutes dans le catalogue et créer leurs propres filtres et vues, soit pour les inclure sur leur site web, soit pour les partager sur les réseaux sociaux.

3) D'OÙ VIENNENT LES INFORMATIONS?

Les données du portail proviennent des plus de 530 programmes nationaux, régionaux et interrégionaux, adoptés par la Commission dans le cadre des Fonds ESI, après discussion avec les autorités nationales et régionales compétentes.

4) QUELLES SONT LES MISES À JOUR PRÉVUES POUR 2016?

Les visualisations sont actuellement disponibles par pays et par thème, mais, d'ici la fin 2016, l'objectif est de les présenter par programme.

Les progrès accomplis par les programmes sur la voie des résultats attendus seront également publiés.

D'autres types d'informations liées aux politiques de l'UE seront par ailleurs ajoutés au catalogue de données.

► **POUR EN SAVOIR PLUS**
<https://cohesiondata.ec.europa.eu/>
<http://europa.eu/!tY69KR>

► JOYEUX ANNIVERSAIRE IQ-NET!

CÉLÉBRATION DE 20 ANS D'ÉCHANGES D'EXPÉRIENCES
SUR LES FONDS STRUCTURELS



► Les membres d'IQ-Net se sont réunis pour célébrer les 20 ans de travail en réseau

Panorama a demandé au professeur John Bachtler, directeur du Centre de recherche sur les politiques européennes (EPRC) à l'Université de Strathclyde à Glasgow en Écosse, et à Stefan Kah (gestionnaire du réseau IQ-Net) de nous expliquer le fonctionnement d'IQ-Net et l'importance de cet

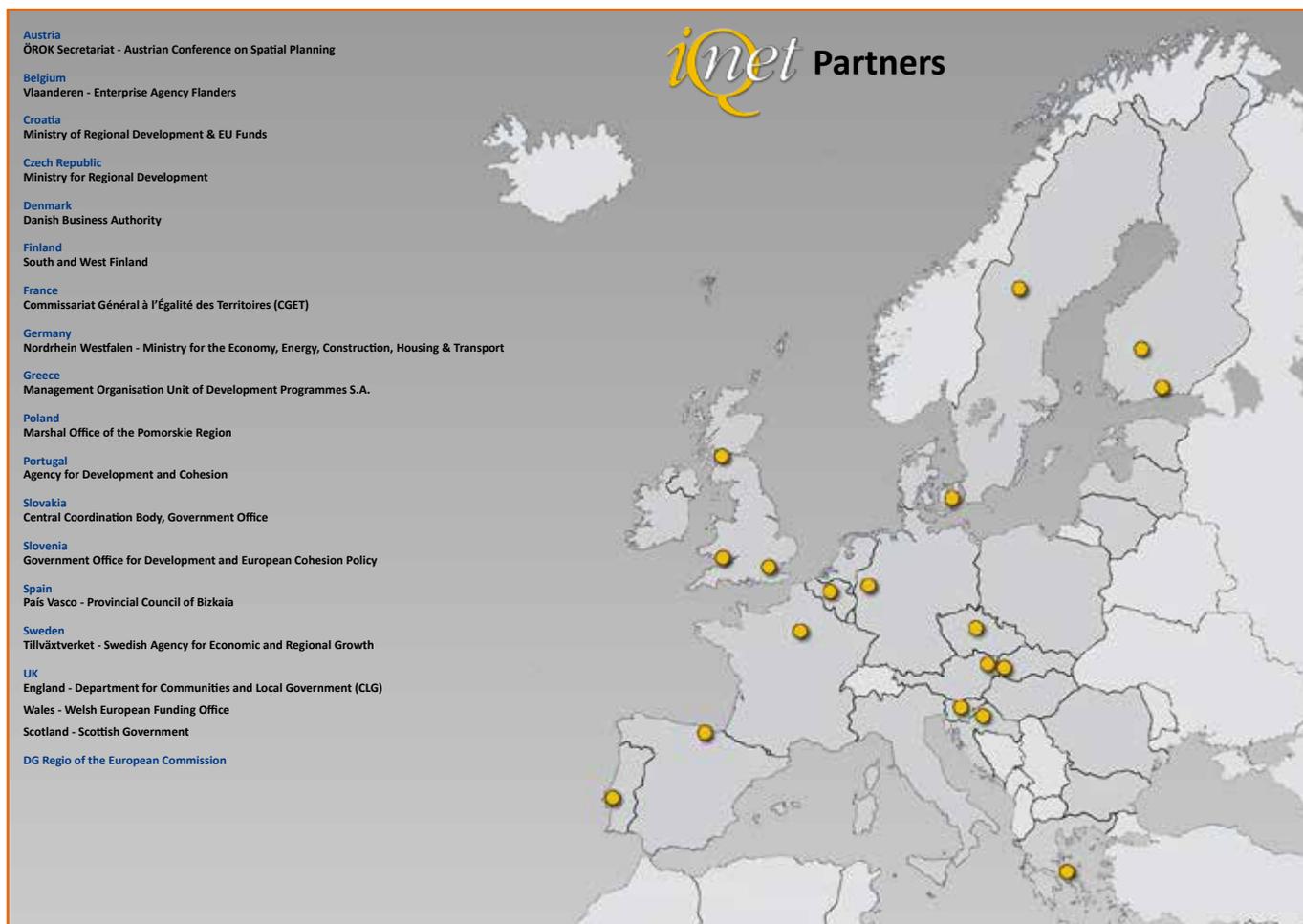


anniversaire.

IQ-Net «améliorer la qualité de la gestion des programmes des Fonds structurels», est l'un des plus anciens réseaux européens d'échanges de connaissances consacré à la politique de cohésion. Fondé en février 1996 et géré par l'EPRC, IQ-Net célèbre son 20ème anniversaire et l'histoire de 40 conférences sur différents aspects de la gestion des programmes, organisées au cours des deux dernières décennies.

Nombre de personnes connaissent IQ-Net, mais pouvez-vous nous expliquer l'objectif du réseau

John Bachtler: Le nom du réseau «améliorer la qualité de la gestion des programmes des Fonds structurels» résume très bien ce qu'est l'IQ-Net. Il a pour objectif de faciliter l'échange des connaissances et l'apprentissage entre pairs sur les défis communs auxquels sont confrontés les gestionnaires de programmes. Cet apprentissage est principalement axé sur les tâches à exécuter dans le cycle de gestion de programmes, tels que l'élaboration de stratégies, la planification, l'élaboration de projets, l'évaluation et la sélection, la coordination entre partenaires, le suivi, l'appréciation, la gestion financière, le contrôle et l'audit. Il recouvre également un ensemble de priorités thématiques clés, telles que l'innovation, l'entrepreneuriat, l'emploi et la durabilité, ainsi que les aspects d'ordre réglementaire relatifs à la conformité aux règles en matière d'aides d'État.



Qui sont les partenaires d'IQ-Net?

Stefan Kah: Le réseau réunit 18 organismes de gestion de programmes issus de 16 États membres - l'Autriche, la Belgique, la Croatie, la République tchèque, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Pologne, le Portugal, la Slovaquie, la Slovénie, l'Espagne, la Suède et le Royaume-Uni - qui sont collectivement responsables de l'administration de près d'un tiers des fonds de la politique de cohésion de l'UE. Les autorités de gestion constituent la majorité des membres, mais il comprend également des organismes nationaux de coordination et quelques organismes intermédiaires. Ces organismes doivent surtout avoir de l'expérience dans la mise en œuvre des Fonds structurels et être engagés dans les échanges d'expériences ouverts. La Commission européenne (DG Regio et DG Empl) est également un partenaire actif, tandis que l'ERPC assure un soutien organisationnel et de recherche.

Vous avez évoqué l'échange d'expériences - qu'est-ce que cela signifie dans la pratique?

SK: Les conférences semestrielles organisées par IQ-Net se trouvent au cœur du processus d'échange des connaissances et chacune est axée sur un thème particulier de la gestion, choisi par les partenaires. Avant chaque conférence, l'ERPC examine le fonctionnement du thème (par exemple la sélection du projet ou le suivi) dans chaque pays ou région partenaire. Les résultats sont ensuite rassemblés dans des documents informatifs afin de donner une vue d'ensemble sur les pratiques au sein de l'UE, en mettant en évidence les études de cas intéressantes ou innovantes et les leçons pour la gestion de programmes. Ainsi, les partenaires peuvent avoir un bon aperçu des similitudes et des contrastes en relation aux questions traitées et savoir de quelle manière leur expérience de la gestion de programmes correspond à la pratique internationale. Nous apportons également notre assistance permanente aux organisations partenaires en ce qui concerne les questions particulières de mise en œuvre.

IQ-Net fête ses 20 ans cette année - Comment est né le réseau?

JB: C'est le Strathclyde European Partnership gérant le programme du Fonds européen de développement régional pour la région Western Scotland qui a eu l'idée de créer un réseau. Elle a été reprise avec enthousiasme par d'autres anciennes régions industrielles du programme Objectif 2 dans l'EU-15 et dans les pays candidats en 1995. DG Regio (l'ancienne DGXVI) a assuré un soutien important à travers une subvention d'amorçage permettant le lancement du réseau. L'EPRC, fort de sa longue expérience dans la recherche et l'échange des connaissances sur la politique régionale, constituait un choix évident pour la gestion du réseau.

Il existe plusieurs formats d'échange d'expériences au sein de l'UE, en quoi le réseau IQ-Net est-il différent?

SK: L'apprentissage efficace entre pairs doit être coordonné afin de faciliter le partage ouvert et mutuel des connaissances. Nous investissons énormément dans la génération de connaissances pour assurer une base solide à l'échange d'expériences. L'équipe de recherche multilingue de l'EPRC conduit des recherches approfondies sur les expériences pratiques relatives aux questions de gestion de programmes au sein de l'UE, s'appuyant également sur des évaluations et la recherche universitaire. Les conférences IQ-Net encouragent les bonnes interactions, par exemple, à travers des ateliers axés sur la pratique. Nous publions des articles présentant une quantité considérable de connaissances pratiques. Ainsi, au fil du temps, nous avons su construire un recueil d'informations sur presque tous les aspects de la gestion de programmes.

Qu'est-ce qui prouve l'efficacité de ce type d'échanges de connaissances proposé par IQ-Net?

JB: Tous les trois ans, nous évaluons le fonctionnement d'IQ-Net. Le fait que les gestionnaires de programmes puissent comparer leur travail à celui des autres, constitue un avantage incontestable. Il semble également exister un apprentissage organisationnel: les rapports et les débats d'IQ-Net ont permis de concevoir de nouvelles idées et solutions dans des domaines tels que la sélection de projets ou les systèmes de

surveillance. Les programmes partenaires ont engagé des changements en s'appuyant sur les meilleures pratiques dans le réseau. IQ-Net établit également des liens entre les programmes et facilite (considérablement) le dialogue informel sur les défis de la gestion de programmes avec les services de la Commission.

Quelle est la prochaine étape pour IQ-Net?

JB: Le réseau IQ-Net a toujours su s'adapter aux besoins de ses partenaires au cours de ces deux dernières décennies et il continuera à le faire. Il existe une demande croissante pour le renforcement des capacités administratives et nous remarquons également que nous sommes de plus en plus engagés dans la formation. Nous surveillerons également la manière dont les nouvelles réformes - les nouvelles priorités thématiques, le cadre axé sur les résultats et de performance, les instruments financiers, les investissements intégrés - sont mises en œuvre au cours de cette période de programmation. Nous réfléchissons également à l'après 2020. IQ-Net ne manquera pas de sujets pour les échanges futurs d'expériences et envisagera d'aider à la promotion d'un apprentissage efficace.



► POUR EN SAVOIR PLUS
<http://www.eprc.strath.ac.uk/iqnet>

▶ EXEMPLES DE PROJETS

▶ ESPAGNE

▶ RECHERCHE AGRICOLE
CROISSANTE EN ESPAGNE

Coût total:
3 285 349 EUR
Contribution de l'UE:
2 628 279 EUR

Un projet mené dans l'ouest de l'Espagne a renforcé la recherche et le développement dans le secteur agricole, tout en favorisant les relations entre les entreprises locales et la communauté scientifique. Le soutien accordé par le Fonds européen de développement régional (FEDER) a permis de mettre en place de nouvelles installations et de créer des emplois à l'Institut de recherche Finca La Orden-Valdesquera.

L'institut, qui fait partie du Centre pour la recherche scientifique et technologique d'Estrémadure (CICYTEX), a utilisé ce soutien pour financer la rénovation et l'agrandissement de son infrastructure scientifique, en construisant notamment un nouvel entrepôt de produits issus de la biotechnologie et en apportant des améliorations considérables à son infrastructure d'irrigation. Par ailleurs, l'acquisition de nouveaux matériels pour les laboratoires et les fermes expérimentales permettra aux scientifiques de développer la recherche de pointe.

Bien qu'axé sur l'agriculture, l'Institut Finca La Orden-Valdesquera se consacre également à la recherche dans les domaines connexes, tels que la foresterie et l'utilisation des ressources naturelles. Les projets actuels les plus importants concernent l'évaluation des cultures énergétiques, l'optimisation de la production agricole et la compréhension de l'élevage.

Élargissement des horizons

Les agriculteurs, d'autres organismes de recherche, les entreprises locales et les coopératives bénéficient du travail de l'institut grâce aux diverses initiatives de transfert de technologie. Jusqu'à présent, les financements accordés au projet ont permis de développer des journées d'information,

des ateliers, des conférences et des cours magistraux. Ce soutien a également permis d'offrir une formation aux chercheurs, aux techniciens et aux étudiants universitaires qui se spécialisent dans le domaine de l'agriculture. De plus, de nouveaux partenariats ont été conclus avec les entreprises et les centres de recherche locaux afin d'encourager les visites d'échange.

Grâce à l'amélioration de la base des ressources, l'institut peut désormais diffuser des informations sur ses activités et les résultats du projet pour toucher un public beaucoup plus large. Cela a été possible principalement grâce au développement d'outils médiatiques de promotion, notamment d'un site web réorganisé. De nouvelles publications ont également été élaborées et diffusées dans le but d'améliorer le transfert de technologies utilisées dans le secteur agricole.

Nouveaux emplois

Les investissements relatifs au projet ont débouché sur la création de plus de 400 nouveaux projets de recherche, de développement et d'innovation et de près de 70 initiatives de coopération avec les entreprises locales. Ces activités ont également permis de créer 35 emplois.

Selon Carmen González Ramos, directrice générale du CICYTEX, ce soutien a fait progresser la recherche et le développement de produits quittant l'Estrémadure, ce qui bénéficie aussi bien aux entreprises qu'aux agriculteurs locaux. Ce projet a également aidé à améliorer les conditions socio-économiques et environnementales de l'espace rural de l'Estrémadure.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS
cicytex.gobex.es/en/centros/la-orden-valdesquera

▶ "SOFTWARE CITY" MISE SUR L'INNOVATION

Grâce au soutien du Fonds européen de développement régional (FEDER), les entreprises informatiques du nord-est de l'Angleterre disposent d'un endroit où elles peuvent se concentrer sur le développement des produits et la croissance. Le Sunderland's Software Centre offre aux entreprises un site de travail moderne et une série d'activités de soutien.

Le Conseil municipal de Sunderland a inauguré le centre en 2012. Il occupe une superficie de plus de 6 000 m² que 63 entreprises peuvent louer et offre une infrastructure et un matériel de pointe. Pour encourager la collaboration avec les talents locaux, le centre offre un espace de convivialité et des «salles d'innovation» où les entreprises peuvent expérimenter divers idées et concepts, ainsi qu'un centre de développement et d'expérimentation et un espace pour l'organisation de séminaires.



Sunderland Software City (SSC) est le résultat d'une collaboration fructueuse entre le Conseil municipal de Sunderland, l'université les instituts et le Centre d'entreprise et d'innovation Nord-Est. Cette initiative mise en place en 2008, en partenariat avec le secteur privé, se présente comme un guichet unique pour les PME souhaitant se lancer sur le marché des logiciels ou pour les entreprises déjà établies. Jusqu'à présent, le projet SSC a soutenu plus de 260 entreprises de logiciels et a contribué à créer près de 335 emplois dans la région, faisant croître le secteur technologique de presque 20%.

Le SSC offre des services de conseil aux entreprises dans des domaines tels que le soutien dans l'accès au marché, la planification financière et la négociation de contrats, la prospection commerciale et la mise en relation avec des services d'investissements internationaux. Afin de créer de nouveaux débouchés sur le marché et de nouveaux contacts, le projet encourage également les entreprises actives dans d'autres secteurs, tels que la production, les soins de santé et les énergies renouvelables à réfléchir aux avantages des technologies numériques.

Cibler les talents

Le projet SSC est constamment à la recherche de nouveaux contacts avec des organisations des secteurs public et privé et du monde de l'éducation pour multiplier les opportunités offertes aux entreprises locales de logiciels. Il entretient notamment des liens étroits avec l'Initiative britannique «Digital Catapult». En 2015, il a ouvert l'un des trois centres régionaux «Digital Catapult». Le DCC North East & Tees Valley est une collaboration entre cinq universités locales et deux entreprises locales dirigée par le SSC. Il a pour objectif de soutenir les entreprises britanniques dans le partage des données de

propriété en toute sécurité et plus efficacement, en les aidant à dégager de nouvelles valeurs dans les données organisationnelles et à découvrir de nouveaux modèles commerciaux.

Le SSC et les partenaires locaux travaillent également avec Tech City, Tech Cluster Alliance (Alliance du groupe-ment technologique), Cisco's National Virtual Incubator

(incubateur virtuel national) et Sunderland's Work Discovery initiative (initiative de découverte de l'emploi) et contribuent ainsi à sensibiliser les jeunes à la formation et aux possibilités de carrière qui leur sont offertes.

En développant des liens et des partenariats avec d'autres organisations, le SCC a tiré profit de ses succès et a élaboré une vision à long-terme pour le secteur des logiciels dans la région. Le SCC se concentre désormais sur le développement de ses forces majeures, la création de nouvelles opportunités et la multiplication des liens commerciaux internationaux, tout en surmontant les obstacles nuisant à la croissance des entreprises innovantes de logiciels.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS
www.sunderlandsoftwarecity.com

Coût total:
 17 440 107 EUR
 Contribution de l'UE:
 8 713 330 EUR

▶ COOPÉRATION TERRITORIALE EUROPÉENNE: LETTONIE ET LITUANIE

▶ **DES EFFORTS COMMUNS
POUR AFFRONTER LES
CATASTROPHES
ÉCOLOGIQUES**

Coût total:
1 150 511 EUR
Contribution de l'UE:
977 934 EUR

La Lettonie et la Lituanie ont mis en place une équipe transfrontalière d'intervention et un système d'alerte précoce pour aider à faire face à toute catastrophe écologique potentielle autour du bassin du fleuve Lieupe. Cette région est une région à haut risque, car d'énormes quantités de produits chimiques et dérivés du pétrole y sont transportés par chemins de fer, par autoroute et par oléoduc.

Le projet ECO Lielupe, financé par le Fonds européen de développement régional (FEDER), a doté son équipe d'intervention des moyens les plus modernes pour qu'elle puisse réagir rapidement et éliminer toute pollution résultant d'accidents. Cette équipe se compose de spécialistes issus de différentes localités de la région ainsi que de services de pompiers et de secours de Jelgava, en Lettonie, et des provinces frontalières Siauliai et Panevezys. Tous les membres de l'équipe participent régulièrement à des formations, au cours desquelles ils peuvent améliorer leurs techniques de protection civile.

Le système d'alerte précoce utilise la connexion Internet et les messages sms pour envoyer rapidement et efficacement l'équipe sur place. La procédure, qui a été mise à l'essai à Jelgava, une ville où le risque d'inondation est particulièrement élevé, a été par la suite adoptée par d'autres localités de la région.

Le projet a profité aux secours et aux municipalités des deux côtés de la frontière en termes de partage de connaissances, d'expériences et de savoir-faire. Et cela a, à son tour, aidé les partenaires du projet à mieux gérer les catastrophes écologiques.

Les normes de gestion des risques dans ces régions transfrontalières ont par ailleurs été renforcées, car les équipes communes d'intervention disposent de davantage de ressources que si elles opéraient séparément.

Réaction rapide

Au cours des deux années de fonctionnement du projet, 75 séminaires, traitant de nombreuses questions relatives aux catastrophes écologiques et répondant aux crises en résultant, ont été organisés. Ces séminaires ont permis aux étudiants et aux habitants des zones à risques de se familiariser avec le projet et les comportements à adopter face aux différents types de catastrophes.

Dans l'ensemble, le projet ECO Lielupe a amélioré la qualité de vie des populations de la région en leur assurant de meilleurs services de secours publics. Ce projet contribuera également au renforcement de la communauté transfrontalière et à une meilleure intégration.

La gestionnaire du projet, Liene Rulle, souligne le fait que le projet a permis aux deux régions de partager des informations, autrement impossibles ou difficiles à obtenir. L'amélioration de la qualité et de l'accessibilité des services de gestion des risques dans la région constituera un héritage essentiel du projet.



▶ POUR EN SAVOIR PLUS

www.jelgava.lv/pasvaldiba/projekti/2014-gads/latvijas--lietuvas-parrobezu-sadarbibas6/ekologisko-avariju-likvidesana-un-vides-7

▶ COOPÉRATION TERRITORIALE EUROPÉENNE: SLOVÉNIE ET CROATIE

▶ UN VOLONTARIAT TRANSFRONTALIER POUR LUTTER CONTRE L'EXCLUSION SOCIALE

Une initiative ayant pour objectif de créer des opportunités dans le volontariat a permis d'élaborer une solution gagnant-gagnant dans la zone frontalière entre la Slovénie et la Croatie. Le projet City Volunteers, visant à trouver des moyens de soutien aux communautés locales, a donné la priorité aux groupes et aux minorités défavorisés en soutenant leur accès au service volontaire pour améliorer leur qualité de vie et favoriser l'inclusion sociale.

Le projet, financé par le Fonds européen de développement régional (FEDER), offre un soutien professionnel et harmonisé permettant à ces personnes de trouver un volontariat adapté à leurs besoins et ambitions. Des efforts pour relever le niveau éducatif des volontaires ont été également fournis et un accent particulier a été mis sur l'assurance d'une aide aux personnes ayant des besoins particuliers.

L'objectif majeur du projet était d'identifier les nouveaux moyens de promouvoir le volontariat et ses avantages dans la ville de Maribor dans la région Podravje en Slovénie ainsi que dans la ville voisine Varaždin dans la région Varaždinska et à Čakovec dans la région Medžimurska en Croatie. L'équipe en charge du projet entendait également créer un réseau d'organisations volontaires et soutenir leur travail en développant une structure cohérente pour le secteur.

Une stratégie solide

Afin de réaliser ces objectifs, City Volunteers a procédé à un examen multiniveaux du volontariat. L'analyse du projet englobait la recherche, le développement stratégique, la visibilité, le renforcement des capacités et les moyens de fournir un support pratique aux organisations volontaires.

Une fois cette évaluation approfondie réalisée, l'équipe en charge du projet a décidé de préparer et de mettre en œuvre une stratégie commune transfrontalière pour le développement du volontariat. On a également constitué un réseau d'agences d'information et de bibliothèques régionales assurant un soutien aux groupes de volontaires, s'inscrivant dans le cadre du processus de renforcement des capacités. Le

projet a assuré par ailleurs des formations pour améliorer les aptitudes et les compétences des jeunes responsables volontaires et a élaboré plusieurs documents de formation.



L'équipe a également créé de nouvelles formes de volontariat, y compris le volontariat d'entreprise grâce auquel les entreprises et les organisations sont encouragées à participer aux initiatives de la communauté. Afin d'assurer une mise en œuvre correcte de ces activités, le projet a fourni des outils TIC et notamment un portail web sur le volontariat. La promotion des avantages du volontariat pour la cohésion sociale et communautaire s'est faite par l'organisation de nombreux événements.

Si le projet City Volunteers a pris fin en 2013, son héritage perdure car les agences régionales, les bibliothèques et le portail web fonctionnent toujours et continuent d'offrir des opportunités pour les volontaires. Les coûts sont pris en charge par les municipalités locales et le projet a contribué à la création de deux emplois.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS
www.city-volunteers.si/

Coût total:
 614 696 EUR
Contribution de l'UE:
 522 492 EUR
 (le maximum autorisé)

▶ GRÈCE

▶ LES INVESTISSEMENTS AMÉLIORENT LA PRODUCTION ET AUGMENTENT LES EXPORTATIONS

Une société grecque spécialisée dans la production de pailles a optimisé ses procédés de fabrication et accru ses exportations grâce à un investissement dans des équipements financé par le Fonds européen de développement régional (FEDER).

Matrix Pack SA est déjà leader dans son secteur. C'est la seule entreprise en Europe qui produit des pailles pour tous les types de boissons et qui exporte de 70 à 75% de ses produits dans le monde entier. Néanmoins, les bas prix des produits finis, la nécessité de gérer de nombreuses normes de construction ainsi que les contrôles d'hygiène rigoureux créent un contexte difficile pour la production et la croissance.

Des machines de pointe

L'objectif du programme «Extraversion I» (du Programme opérationnel Compétitivité et esprit d'entreprise) consistait en l'augmentation de la capacité d'innovation de l'entreprise dans le domaine de la production de pailles, tout en développant le potentiel d'exportation. Le projet a financé trois nouvelles machines spécialisées qui ont permis de moderniser la production de la société Matrix et la commercialisation de ses produits:

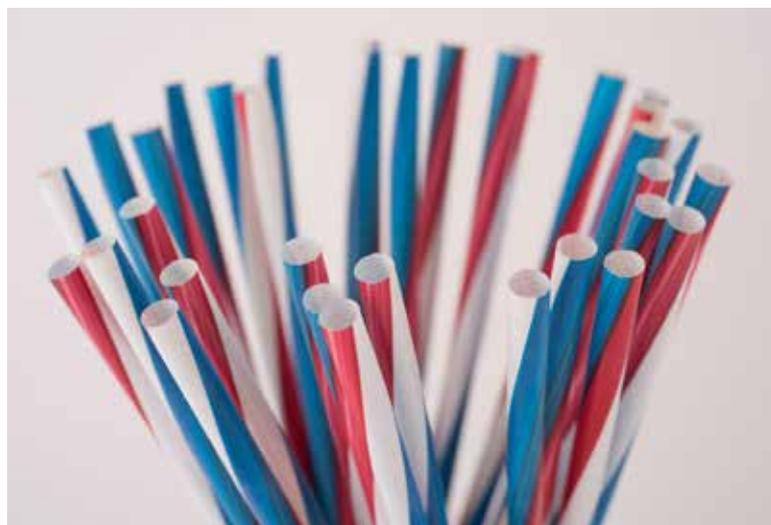
- ▶ La machine d'ondulation à grande vitesse – pour la production de pailles longues flexibles – a automatisé l'étape finale du processus de production. Cet équipement ainsi que les deux autres nouvelles machines a permis d'augmenter la productivité de la société Matrix de 30%.
- ▶ La machine d'emballage individuel permet d'emballer chaque paille dans un emballage en plastique ou bien en papier. Cet équipement permet également d'imprimer sur les emballages, ce qui attire certains clients.
- ▶ L'ensacheuse automatique offre à l'entreprise Matrix la possibilité de conditionner les pailles dans des emballages de 40 à 250 pièces. Puisque cette machine automatise tout le processus de conditionnement, la société peut obtenir, dans ce champ d'activité, une augmentation de la productivité allant de 15 à 120% en fonction du type de conditionnement exigé par le client.

L'investissement a également couvert l'installation d'un entrepôt intégré de données et d'un système de gestion de la traçabilité.

Les avantages pour les clients

En outre de moderniser la production à l'usine, l'investissement a permis l'amélioration de la qualité générale du produit fini. Cela aide l'entreprise à conquérir de nouveaux marchés et vendre à des clients étrangers très exigeants, tels que les chaînes de supermarchés et les grossistes dont les commandes sont souvent accompagnées d'indications d'étiquetage particulières.

Coût total:
294 183 EUR
Contribution de l'UE:
202 885 EUR



Depuis que la société a installé les machines, sa base d'exportations a été élargie. En 2011, l'entreprise servait 14 clients étrangers mais en 2014, à la fin du programme d'investissement, le chiffre est passé à 63 clients. En 2015, la société a encore amélioré ses performances en matière d'exportations en fournissant ses produits à 88 clients étrangers dans 25 pays.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS
<http://www.matrixpack.gr>

AGENDA

12-13 MAI

Dubrovnik (HR)

1^{er} Forum de la Stratégie européenne pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR)

1-2 JUIN

Bruxelles (BE)

Conférence des régions intelligentes

16-17 JUIN

Sofia (BG)

7^{ème} Conférence européenne d'évaluation

Orientation des résultats:
Le fonctionnement de la politique de cohésion

10-13 OCTOBRE

Bruxelles (BE)

Semaine européenne des régions et des villes (et cérémonie RegioStars)

Vous trouverez davantage d'informations dans la section Agenda du site Inforegio:

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/newsroom/events/

RESTEZ CONNECTÉ(S)

 http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/

 www.twitter.com/@EU_Regional

 www.yammer.com/regionetwork
Plateforme de collaboration de la DG REGIO

 www.flickr.com/euregional

 Abonnez-vous à «REGIOFLASH»
www.inforegiodoc.eu

 www.twitter.com/CorinaCretuEU



Office des publications

Commission européenne,
Direction générale de la politique régionale et urbaine
Communication – Ana-Paula Laissy
Avenue de Beaulieu 1 – B-1160 Bruxelles
E-mail: regio-panorama@ec.europa.eu
Internet: http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/

